

VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille sept, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
17 DECEMBRE 2007, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code
Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice :	27
Nombre de pouvoirs :	4
Nombre de Conseillers présents :	21
Quorum :	14

Date de convocation et d'affichage :	11 Décembre 2007
Date d'affichage du compte-rendu :	20 Décembre 2007

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Monique DAUCE, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. Bertrand HIGNARD, Mme Monique ROBINAULT, M. Pierre LEGEARD et M. André BADIGNON, Adjoint, Mmes Pierrette HUET, Marie-Thérèse FERRAND, Yolande GIROUX, M. Marcel FOUQUET, M. Jean DENOUAL, Mme Marylène QUEVERT, M. François LARCHER, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Marie-Thérèse SAUVÉE, M. Jean-Michel COQUELIN, Mme Marguerite COÏC, M. Loïc PETITPAS

Absents excusés : Mme Martine CHEVALIER, M. Claude BIEDERMANN, Mme Michelle GAUCHER, Mme Chantal GILLOUAYE, Mme Annie CITRE

Absents non excusés : Mme Françoise BAUDUIN

Pouvoirs : Mme CHEVALIER à M. LEBRET ; Mme GAUCHER à Mme DAUCE ; Mme GILLOUAYE à M. LEGEARD ; Mme CITRE à Mme FERRAND

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : Mme Yolande GIROUX, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 07-157) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 07-158) Schéma directeur de restructuration des réseaux eaux usées et eaux pluviales
- 07-159) Création d'un poste de technicien supérieur
- 07-160) Création d'un poste d'adjoint administratif 2^e classe
- 07-161) Etude agricole – Convention SAFER
- 07-162) Modification du zonage d'assainissement – Enquête publique
- 07-163) Adhésion de la Commune au Syndicat Mixte pour le SAGE Rance - Frémur – Baie de la Beaussais en qualité de producteur d'eau
- 07-164) Adhésion de la Commune au Syndicat Mixte pour le SAGE Rance - Frémur – Baie de la Beaussais en qualité d'adhérent au S.P.I.R.
- 07-165) Adhésion de la Commune au Syndicat Mixte pour le SAGE Rance - Frémur – Baie de la Beaussais en qualité d'adhérent au S.I.B.L.
- 07-166) Tarifs municipaux – Année 2008
- 07-167) Receveur municipal – Indemnités de conseil et de confection du budget
- 07-168) Lotissement Cité Rahuel – Avenant – Solde de l'entreprise E.C.T.P.
- 07-169) Lotissement Cité Rahuel - Avenant – Solde de l'entreprise FORCLUM
- 07-170) Travaux restauration scolaire – Avenant
- 07-171) Travaux d'aménagement de la Place du Linon – Décision modificative
- 07-172) Participation communale pour la pérennisation de l'emploi d'animateur sportif du club de Tennis Le Châtel Combours – Saint Pierre de Plesguen
- 07-173) Service de fourrière pour animaux errants
- 07-174) Demande de régularisation foncière au lieu-dit « Brancoual »
- 07-175) Répartition du produit des amendes de police – Dotation 2007 – Programme 2008
- 07-176) Installations classées – Enquête publique – Dossier « GAEC GLORY » - MEILLAC
- 07-177) Pôle Petite Enfance – Etude de faisabilité pour une structure multi-accueil
- 07-178) Bibliothèque – Demande de subvention
- 07-179) Marché salle omnisports – Appel d'offres ouvert
- 07-180) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

07-157) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Mme Yolande GIROUX, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal de la séance précédente, en date du 29 Octobre 2007, est approuvé à l'unanimité des membres et représentés.

07-158) SCHEMA DIRECTEUR DE RESTRUCTURATION DES RESEAUX EAUX USEES ET EAUX PLUVIALES

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Le Conseil Municipal a été informé le 13 février 2006 de la nécessité d'établir un nouveau schéma directeur d'assainissement, le 10 avril 2006, de la décision de faire appel à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (D.D.A.F.) pour une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (A.M.O.) et le 14 décembre 2006, du choix du cabinet BOURGOIS pour la réalisation de cette étude.

Le diagnostic des équipements existants, réalisé par le Cabinet BOURGOIS, et déjà présenté devant les commissions Environnement, Finances, Voirie et Urbanisme, fait l'objet d'un exposé d'information au Conseil Municipal par Madame Odile PINCHEMEL, Ingénieur chargé d'études auprès de Cabinet BOURGOIS.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

07-159) CREATION D'UN POSTE DE TECHNICIEN SUPERIEUR

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que la délibération n° 07-112 du 24 Septembre 2007 informait le Conseil Municipal de la réforme de l'application du Droit des Sols, de ses conséquences sur la définition des missions incombant à la Commune et de celles dévolues à la D.D.E.

Bien que la convention proposée à la Commune n'ait pas été acceptée car elle réduisait sensiblement la mission d'accompagnement des autorisations d'urbanisme faite par la DDE, les services de cette administration ont restreint dès le 1^{er} octobre 2007, date de l'entrée en vigueur de la réforme, le niveau du service qu'ils offraient préalablement.

Cette nouvelle façon d'opérer occasionne des difficultés au niveau de l'organisation du service urbanisme de la Ville qui doit élargir son champ d'action avec du personnel non formé à cette technicité.

Comme évoqué le 24 Septembre 2007, une réflexion a donc été menée pour que l'instruction des autorisations d'urbanisme soit faite à part entière par les services municipaux (réunions avec des élus d'autres collectivités, interrogation sur le fonctionnement de communes de même niveau démographique).

Il est apparu opportun de renforcer le service urbanisme en le dotant de personnel qualifié pour permettre un meilleur suivi des dossiers ainsi que des réponses plus réactives à l'attente des administrés

En référence à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique qui précise que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organisme délibérant de la collectivité, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de créer à compter du 1^{er} mars 2008, un poste de technicien supérieur à temps complet, pour pourvoir la fonction d'instructeur.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE cette proposition.

07-160) CREATION D'UN POSTE D'ADJOINT ADMINISTRATIF 2^{ème} CLASSE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Afin de renforcer le service finances, et en référence à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique qui précise que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organisme délibérant de la collectivité, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de créer, à compter du 1^{er} janvier 2008, un poste d'adjoint administratif de 2^{ème} classe à temps non complet (17 heures 30 hebdomadaires)

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE cette proposition.

07-161) ETUDE AGRICOLE – CONVENTION SAFER

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO rappelle que, par délibération du 10 avril 2007, le Conseil Municipal décidait de mener une étude ayant pour objectifs :

- de permettre d'identifier les exploitations concernées par les études des zones AU du PLU et de caractériser l'atteinte que provoqueraient ces zones à leur fonctionnement

- d'offrir un recensement opérationnel à la SBAFER pour lui permettre de gérer au mieux les éventuelles réserves qui pourraient être constituées.

Cette étude menée par l'A.D.A.S.E.A. étant achevée, il convient de faire appel à la SAFER pour pouvoir :

- connaître l'évolution des prix des différents marchés
- connaître l'impact d'un projet collectif sur le monde agricole
- savoir ce qui se vend et maîtriser certaines ventes
- lutter contre la spéculation foncière
- négocier des zones d'emprise destinées à des projets collectifs
- constituer des réserves foncières
- mettre en œuvre les droits de préemption existants
- mobiliser des biens ruraux afin d'accueillir une nouvelle population et implanter de nouveaux équipements publics

Pour répondre à ces différents objectifs, la SAFER propose les prestations suivantes :

1) La Veille foncière

Avec une option tarifaire selon que la SAFER transmet toutes les notifications de vente portant sur les biens agricoles à la commune (tarif : 1 100 € H.T. par an) ou qu'elle ne diffuse que les notifications de vente ouvrant le droit de préemption de la SAFER (tarif : 600 € H.T. par an)

2) La constitution de réserves foncières

La commune ayant connaissance en temps réel des ventes en zone agricole de son territoire peut par l'intermédiaire de la SAFER en maîtriser certaines

Les biens acquis par la SAFER à l'amiable ou en préemption peuvent être soit :

- rétrocédés immédiatement à la commune qui constitue ainsi sa propre réserve foncière
- mis en réserve par la SAFER qui en reste propriétaire pendant un délai maximum de 5 ans

En cas d'attribution d'un bien au profit de la commune :

Le prix de revente de chaque bien est égal au prix principal + frais d'acquisition SAFER + rémunération SAFER (8 % amiable et échange et 13 % préemption) + frais financiers de portage + (frais de gestion du stock : uniquement en cas de stockage SAFER)

3) Les échanges

La SAFER réalise des échanges pour une meilleure adéquation du parcellaire

Tarif 155 € HT par échange

4) La gestion des réserves foncières

La Commune peut :

- soit confier à la SAFER la gestion de ses biens, en attendant la réalisation de ses projets et la SAFER assure ainsi à la commune le versement d'une redevance annuelle et la libération du bien à l'échéance de la convention, sans tomber sous les statuts du fermage (tarif : 200 € HT par exploitant retenu et 20 % HT du montant du loyer dû par l'exploitant)

- soit demander à la SAFER de stocker les terrains en attente d'affectation et d'assurer leur gestion en les mettant en location sous le régime des Conventions d'Occupation Provisoire et Précaire (Tarif : Frais de gestion du stock).

Monsieur LE BESCO précise qu'en ce qui concerne la veille foncière, la SAFER procédera à l'analyse des notifications reçues et fera parvenir régulièrement à la commune les informations **contenues uniquement dans les notifications de vente ouvrant le droit de préemption de la SAFER** (2^{ème} option).

Il présente au Conseil Municipal le projet de convention avec la SAFER et lui propose :

- d'approuver ce projet de convention
- d'autoriser le Maire à signer la convention à intervenir à compter du 1^{er} janvier 2008

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, adopte ces propositions.

07-162) MODIFICATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT – ENQUETE PUBLIQUE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 07.59 du 10 avril 2007, il a été décidé de mettre à l'enquête publique le projet de zonage d'assainissement collectif afin de mettre en adéquation les différents zonages du PLU et le zonage d'assainissement collectif.

Un projet de modification de zonage d'assainissement a été défini et soumis à une enquête publique, conforme à celle prévue par la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983.

L'enquête publique prescrite par arrêté municipal en date du 20 août 2007 a été ouverte en mairie de Combours pour une durée de 32 jours à compter du 10 septembre 2007.

A cet effet, Monsieur Jean-Paul CHIAMA domicilié 17, avenue de la Grande Fontenelle à Cesson Sévigné 35510 a été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur par le Tribunal Administratif de Rennes.

Ce dernier, a émis en date du 31 octobre 2007, un avis favorable au projet de modification du zonage d'assainissement de la commune de Combours tout en précisant qu'une partie de la zone 1AUEb, celle située la plus au Sud de la Zone Sud-Est, n'était pas indiquée en totalité comme faisant partie du zonage d'assainissement collectif et recommande de ne pas oublier l'assainissement non collectif qui était insuffisant à 49% en 2002.

En ce qui concerne la dernière remarque de Monsieur Jean-Paul CHIAMA, commissaire enquêteur, les données à jour de la Communauté de Communes font apparaître qu'il y a en 2007 : 63 % des assainissements non collectifs qui sont en bon état de fonctionnement, 18 % des assainissements non collectifs moyennement acceptables, 6 % d'assainissements non collectif défaillants, 8 % jamais visités et 5 % en cours de réalisation.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal d'approuver le zonage d'assainissement tel qu'il se présente et d'ajouter la totalité de la zone 1AUEb Sud-Est dans le zonage d'assainissement collectif

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DECIDE** d'approuver le zonage d'assainissement tel qu'il se présente et d'ajouter la totalité de la zone 1AUEb Sud-est dans le zonage d'assainissement collectif

- **DIT** que :

- la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, et d'une mention dans le journal « Ouest-France » et le journal « Les Petites Affiches de Bretagne »
- La présente délibération sera transmise au Préfet, accompagnée du dossier qui lui est annexé
- Le dossier de zonage d'assainissement approuvé sera tenu à la disposition du public à la Mairie de Combourg, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la Préfecture d'Ille et Vilaine
- La présente délibération ne sera exécutoire qu'après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

07-163) ADHESION DE LA COMMUNE AU SYNDICAT MIXTE POUR LE SAGE RANCE – FREMUR – BAIE DE LA BEAUSSAIS EN QUALITE DE PRODUCTEUR D'EAU

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal la délibération n° 06-139 en date du 13 Novembre 2006 relative à la création d'un Syndicat Mixte pour le suivi du SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rance Frémur Baie de Beaussais).

Le Conseil Municipal avait alors demandé que la Commune soit représentée auprès de ce Syndicat par une adhésion directe et non par l'intermédiaire du Syndicat du Bassin du Linon

La Commission Locale de l'Eau (CLE) a délibéré pour la création d'un syndicat mixte ouvert comprenant des EPCI et des collectivités territoriales de différents niveaux, élargi le 21 septembre dernier aux producteurs d'eau puisant leurs ressources dans le bassin versant du SAGE. Les statuts de cette nouvelle instance fédérative, qui sera également reconnue

établissement public territorial de bassin (EPTB), ont été entérinés lors de la CLE du 26 Novembre dernier.

Les dépenses générées par le suivi du SAGE seront financées par les membres du futur syndicat dont la clé de répartition est déterminée par les statuts.

Par ailleurs, si le nouveau syndicat mixte peut légitimement assurer le portage du SAGE, il n'a pas, en revanche, pour vocation de se substituer aux maîtres d'ouvrages existants (communes ou EPCI) pour la réalisation concrète des actions (exemples : assainissement, travaux d'entretien-restauration des cours d'eau, du bocage et autres aménagements de l'espace, etc.) sauf en ce qui concerne les actions « orphelines » de maîtrise d'ouvrage.

Les préconisations du SAGE approuvé le 5 Avril 2004 constituent le document de référence commun aux divers maîtres d'ouvrages présents sur le territoire et aux financeurs (Europe, Etat, Région, Département, Agence de l'Eau).

Dans ces conditions, Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal de donner un accord au projet de statuts et d'adhérer au nouveau Syndicat mixte pour le suivi du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Rance Frémur Baie de Beausais, la Commune agissant alors en **qualité de producteur d'eau**.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

07-164) ADHESION DE LA COMMUNE AU SYNDICAT MIXTE POUR LE SAGE RANCE – FREMUR – BAIE DE LA BEAUSSAIS EN QUALITE D'ADHERENT AU SYNDICAT DE PRODUCTION D'ILLE ET RANCE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que la Commission Locale de l'Eau (CLE) a délibéré pour la création d'un syndicat mixte ouvert comprenant des EPCI et des collectivités territoriales de différents niveaux, élargi le 21 septembre dernier aux producteurs d'eau puisant leurs ressources dans le bassin versant du SAGE. Les statuts de cette nouvelle instance fédérative, qui sera également reconnue établissement public territorial de bassin (EPTB), ont été entérinés lors de la CLE du 26 Novembre dernier.

Les dépenses générées par le suivi du SAGE seront financées par les membres du futur syndicat dont la clé de répartition est déterminée par les statuts.

Par ailleurs, si le nouveau syndicat mixte peut légitimement assurer le portage du SAGE, il n'a pas, en revanche, pour vocation de se substituer aux maîtres d'ouvrages existants (communes ou EPCI) pour la réalisation concrète des action (exemples : assainissement, travaux d'entretien-restauration des cours d'eau, du bocage et autres aménagements de l'espace, etc.) sauf en ce qui concerne les actions « orphelines » de maîtrise d'ouvrage.

Les préconisations du SAGE approuvé le 5 Avril 2004 constituent le document de référence commun aux divers maîtres d'ouvrages présents sur le territoire et aux financeurs (Europe, Etat, Région, Département, Agence de l'Eau).

Dans ces conditions, M. HAMELIN propose au Conseil Municipal :

- de donner un accord au projet de statuts et
- **d'autoriser l'adhésion du S.P.I.R.** au futur Syndicat mixte pour le suivi du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Rance Frémur Baie de Beaussais

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

07-165) ADHESION DE LA COMMUNE AU SYNDICAT MIXTE POUR LE SAGE RANCE – FREMUR – BAIE DE LA BEAUSSAIS EN QUALITE D'ADHERENT AU SYNDICAT DU BASSIN DU LINON

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que la Commission Locale de l'Eau (CLE) a délibéré pour la création d'un syndicat mixte ouvert comprenant des EPCI et des collectivités territoriales de différents niveaux, élargi le 21 septembre dernier aux producteurs d'eau puisant leurs ressources dans le bassin versant du SAGE. Les statuts de cette nouvelle instance fédérative, qui sera également reconnue établissement public territorial de bassin (EPTB), ont été entérinés lors de la CLE du 26 Novembre dernier.

Les dépenses générées par le suivi du SAGE seront financées par les membres du futur syndicat dont la clé de répartition est déterminée par les statuts.

Par ailleurs, si le nouveau syndicat mixte peut légitimement assurer le portage du SAGE, il n'a pas, en revanche, pour vocation de se substituer aux maîtres d'ouvrages existants (communes ou EPCI) pour la réalisation concrète des actions (exemples : assainissement, travaux d'entretien-restauration des cours d'eau, du bocage et autres aménagements de l'espace, etc.) sauf en ce qui concerne les actions « orphelines » de maîtrise d'ouvrage.

Les préconisations du SAGE approuvé le 5 Avril 2004 constituent le document de référence commun aux divers maîtres d'ouvrages présents sur le territoire et aux financeurs (Europe, Etat, Région, Département, Agence de l'Eau).

Dans ces conditions, Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal :

- de donner un accord au projet de statuts et
- **d'autoriser l'adhésion du S.I.B.L.** au futur Syndicat mixte pour le suivi du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Rance Frémur Baie de Beaussais

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

07-166) TARIFS MUNICIPAUX ANNEE 2008

Rapporteur : M Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

A la suite des travaux de la commission de finances en date du 5 Décembre 2007, Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal d'approuver pour l'année 2008, les tarifs municipaux suivants :

A) DROITS DE PLACE

	2007	2008
1) Marchés hebdomadaires et ventes hors jours de marché : étalage avec ou sans banc, couvert ou non couvert, sur rue, trottoir, place, etc., voitures d'exposition, de vente ou de démonstration, machine et matériel agricole		
le mètre linéaire	0,64	0.65
2) Assemblées et foires : Mi-Mai, Angevine Mi-décembre, étalage, voitures de vente, matériel agricole comme ci-dessus, couvert ou non couvert		
le mètre linéaire	0,92	0.94
3) Débits de boissons (Utilisation en "superficie") le mètre carré	0,92	0.94
4) Rôtisseur le mètre linéaire	0,92	0.94
5) Attraction foraine (Utilisation de "face") le mètre linéaire	0,92	0.94
6) Métiers, Manèges, cirques (Utilisation en "superficie") le mètre carré	0,92	0.94

avec pour les attractions foraines, manèges et cirques la perception d'un forfait minimal (43,71 euros en 2007) 44.58 euros et versement d'une caution de 50 % du coût prévisionnel lors de l'inscription des commerçants et industriels forains avec un minimum de perception de (21,85 euros en 2007) 22.29 euros. Cette somme sera conservée en cas de défection et considérée comme acompte sur

le prix à payer dans le cas d'une participation réelle. La réservation d'un emplacement ne sera effective qu'après le paiement de cette caution.

En ce qui concerne la foire de la Mi-Mai, se reporter à la délibération n° 94-65 en date du 16 Juin 1994.

7) Marchand forain hors marché (Place de l'Eglise-Dimanche matin)
(Cf délibération n° 94-99 en date du 23 Novembre 1994)

Forfait mensuel	10,74	10.95
-----------------	-------	--------------

8) Abonnement :

Pour mémoire (article 35 de l'arrêté municipal n° 97-090 du 2 Juillet 1997 portant réglementation du marché - délibération n° 97-119 du 30 Juin 1997 : réduction de 15 % sur le tarif classique) soit (0,54 euros en 2007) 0,55 euros le mètre linéaire.

9) Branchement électrique bornes du marché	2,21	2.25
--	------	-------------

B) DROITS DE VOIRIE

En ce qui concerne les droits de voirie et l'occupation des trottoirs, l'autorisation ne pourra être accordée par la Municipalité qu'à la condition qu'un espace minimum de 0,90 m puisse être laissé à la circulation piétonne entre l'étal et la bordure du trottoir.

TARIFS	2007	2008
- Terrasse couverte	10,22	10.42
- Terrasse non couverte, trottoir, - chevalet, présentoir etc	5,11	5.21

Pour l'application de ce tarif, toute surface sollicitée et autorisée sera arrondie au m2 supérieur (exemples : 0,40 m2 ==> 1 m2 et 2,60m2 ==> 3 m2, etc)

C) LOCATION DE SALLE

1) BOULEVARD DU MAIL

- SALLES DE REUNION

Mise à disposition gracieuse aux Associations Combourgeoises, pour usage de "réunion" exclusivement.

Ces salles pourront être louées à des associations extérieures à la Ville de Combourg, sous réserve des disponibilités, les associations Combourgeoises étant prioritaires.

Tarif unique de location aux associations extérieures à Combours :

Tarif forfaitaire de 62.81 Euros (61.58 € en 2007) (Grande ou petite salle)

2) MAIRIE

Salle d'Honneur (135 M2) -

Pas de location mais mise à disposition limitée

3) ESPACE MALOUAS

Rappel des conditions de location :

Aucune option ne sera prise plus de 12 mois à l'avance.

La confirmation définitive de location ne sera adressée au plus tôt que 6 mois avant la date.

La salle de réunion de l'Espace Malouas servant de salle de vote, toute location attribuée avant la connaissance de la date d'élections pourra être annulée et la responsabilité de la Ville ne pourra en aucun cas être recherchée. Toute personne sollicitant une location devra accepter la présente clause.

Versement d'arrhes à hauteur de 50 % au moment de la réservation et d'une caution de (351,01 Euros en 2007) 360 euros à remettre par chèque avant la manifestation (à la remise des clefs), caution qui sera rendue, en l'absence de dégradation, après l'état des lieux de sortie établi à l'issue de l'utilisation de la salle concernée.

En cas de dégradation, la caution sera encaissée par le Receveur Municipal et l'éventuel remboursement partiel n'interviendra qu'une fois connu le montant des réparations si celui-ci est inférieur au montant de ladite caution.

En cas de carence de nettoyage lors de la location des salles, les heures de ménage nécessaires seront appliquées de la façon suivante :

Tarif Horaire

21, 62 (2007) **22.05**

Les conditions de location figureront sur les formulaires de demande de location.

Les jetons de chauffage seront vendus aux responsables des associations utilisatrices. Le prix du jeton est fixé à 1.79 euros (1,75 Euros en 2007) –pour une demi-heure de chauffage

A) SALLE DE REUNION EN PARQUET (320 m²) et PATIO:

a) Cas particuliers :

- Personnel municipal :

Mise à disposition gracieuse aux employés communaux à l'occasion de leur mariage.

- Associations combourgeoises :

Pour la première utilisation annuelle (spectacle, bal ou autre manifestation) la location est gratuite, toutefois le forfait chauffage sera facturé à l'association et le versement de la **caution de 360 Euros** sera réclamée dans les mêmes conditions que pour tout autre utilisateur.

b) Tarifs classiques pour les autres utilisations

	2007	2008
Congrès, mariages, Assemblées générales, colloques etc.		
1ère journée		
- sans repas :		
. Commune	181,20	184.82
. Hors Commune	258,62	263.79
- avec repas "FROID":		
. Commune	216,39	220.72
. Hors Commune	371,22	378.64
- avec repas "CHAUD":		
. Commune	307,88	314.04
. Hors Commune	448.62	457.59
2ème journée :		
- sans repas :		
. Commune	89.72	91.51
. Hors Commune	135.48	138.19
- avec repas "FROID":		
. Commune	110.83	113.05
. Hors Commune	179.43	183.02
- avec repas "CHAUD":		
. Commune	167.14	170.48
. Hors Commune	225.18	229.68
Bals avec entrées payantes :		
. Commune	373.06	380.52
. Hors Commune	561.22	572.44
Spectacles, défilés de mode.:		
. Commune	286.78	292.52
. Hors Commune	673.82	687.30

Forfait Chauffage pour salle parquet et (ou) patio :

-par jour (Commune et hors commune) :

.Salle parquet et patio	73.89	75.37
.Patio	36.95	37.69

Sonorisation

.Salle parquet	66.85	68.19
.Patio	66.85	68.19

Remplacement vaisselle cassée ou manquante

. Verre	0.67	0.68
. Assiette	3.16	3.22
. Cuillère à café, cuillère, fourchette et couteau	1.97	2.01

B) SALLE POLYVALENTE

Bal avec entrées payantes et autres manifestations

. Commune	422.24	430.68
. Hors Commune	740.69	755.50

C) PATIO :

Locations sous conditions.

Le patio pourra être loué seul, sans la salle de parquet, pour réunion de travail ou vin d'honneur mais seulement 15 jours avant la date envisagée afin de ne pas compromettre la location de la Salle de parquet qui reste prioritaire.

Le tarif ci-après constitue un forfait quelque soit la durée et pour une journée maximum.

. Commune	66.85	68.19
. Hors Commune	116.13	118.45

4) **SALLE ECOLE ELEMENTAIRE:**

La salle de l'école élémentaire sera mise à la disposition des organismes de formation. Chaque mise à disposition pour stage fera l'objet d'une convention avec l'organisme de formation.

Tarif par jour d'utilisation	10.55	10.76
------------------------------	-------	--------------

5) **LOCAUX DU CENTRE ADMINISTRATIF**

. Tarif par demi-journée	5.28	5.39
--------------------------	------	-------------

. Tarif par journée	10.56	10.77
---------------------	-------	--------------

D) GARDERIE :

	2007	2008
JOURS SCOLAIRES :		
Horaires :		
7 h 30 à 8 h 30 }		
16 h 45 à 18 h 00 } la demi-heure	0,66	0.67
18 h 00 à 19 h 00 }		

étant précisé que toute demi-heure commencée est due en entier.

GOUTER :

Les enfants qui seront présents aux garderies
bénéficieront d'un goûter

Prix du goûter	0.83	0,85
----------------	------	-------------

E) LOCATION DE MATERIEL

	2007	2008
- Grand ou petit podium – Tribunes (Tarif Unique) (transport, montage, démontage compris)	409.92	418.12

La location des podiums et tribunes est limitée aux collectivités et associations de la proche région de Combourg (dans un rayon d'environ 15 km), notamment du Canton et de la Communauté de communes - Bretagne Romantique.

Il est précisé que les podiums doivent être montés obligatoirement par le personnel de la Ville qui assure la responsabilité en cas de mauvais montage.

L'accord de location n'entraînera pas obligation de montage.

Les podiums ne seront pas montés si le sol ne présente pas des garanties suffisantes de stabilité ou si le dénivelé est trop important.

Dans le cas où l'équipe de montage jugerait impossible le montage du podium, la responsabilité de la Ville ne pourra pas être recherchée par la collectivité ou l'organisme ayant sollicité la location. Ces derniers pourront faire appel à leurs frais exclusifs à un organisme agréé pour juger de la qualité du sol.

Toute personne, collectivité ou organisme sollicitant la location d'un podium devra accepter les présentes clauses qui figureront sur les formulaires de demande de location.

- Projecteurs (l'unité)	11.61	11.84
- Mâts (l'unité)	0.50	0.51

- Drapeaux (l'unité)	0.50	0.51
- Balayeuse (tarif horaire)	118.19	120.55

F) REDEVANCE PHOTOCOPIE ET LECTEUR-REPRODUCTEUR, ETIQUETTES

	2007	2008
- Photocopieur :		
. Format A4	0,57	0,58
. Format A3	0,74	0,75
- Lecteur-Reproducteur	0,64	0,65
- Documents administratifs		0,18
Etiquette d'affranchissement	0,05	0,05

G) CONCESSIONS DANS LE CIMETIERE ET CAVEAU PROVISOIRE

	2007	2008
- Concessions temporaires (1e m²)	51.03	52.05
- Concessions trentenaires (1e m²)	100.29	102.30
- Concessions pour urnes funéraires (pour 0,25 m²)		
. Concessions temporaires	51.03	52.05
. Concessions trentenaires	100.29	102.30
- Caveau provisoire :		
- 1er Jour	10.41	10.62
- par jour, du 2ème au 6ème jour	6.25	6.38
- Forfait pour une semaine (7 jours)	41.75	42.59
- par jour, à partir du 8ème jour	1.79	1.83

H) TRAVAUX EN REGIE

Travaux réalisés en régie directe par le personnel de la Ville et facturation à la section d'investissement (tarif horaire).

2007	2008
21,10	22.05

I) DROITS D'USAGE "CYBER-COMMUNE"

2007	2008
------	------

- Droit d'inscription forfaitaire annuel	19.35	19.74
--	-------	--------------

Ce droit sera perçu pour **un** adulte et les enfants d'une même famille utilisant le service.

Un droit supplémentaire de 19.74 euros (19,35 euros en 2007) sera perçu pour le 2^{ème} adulte de la famille.

Le forfait annuel correspond en fait à 12 mois pleins, la date de début étant celle de l'inscription.

Ce droit d'inscription permet à chaque membre de la famille :

- de participer à l'initiation informatique et internet
- d'utiliser le matériel informatique en libre accès
- de consulter des CD Rom
- de se connecter à internet pendant les plages de libre accès.

- Droit d'usage des imprimantes :

a) imprimante "noir et blanc" format A4 :	0,14	0,14
b) imprimante "couleur" format A4	0,40	0,41

- Droit de connexion à "Internet" hors périodes d'accès libre :

a) pour les personnes adhérentes au service (ayant réglé un droit d'inscription)		
Pour un quart d'heure	0,51	0,52

b) pour les personnes non adhérentes (usage occasionnel) :		
pour un quart d'heure	0,72	0,73

J) DROITS D'USAGE BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE

2007 2008

A) Carte d'abonnement annuel

(Il s'agit d'un forfait annuel, de date à date, quelque soit la date d'abonnement)

Inscription individuelle :		
pour les résidents de la commune	6.46	6.59
pour les résidents hors commune	8.62	8.79

Inscription familiale (quelque soit le nombre de personne composant le foyer)		
pour les résidents de la commune	9,70	9,89
pour les résidents hors commune	11.85	12.09

Gratuit pour les demandeurs d'emploi et les bénéficiaires du RMI (sur justificatifs)

B) Inscription des résidents temporaires (1 mois maxi) :	3,24	3,30
avec Caution de	17.23	17.57

C) Inscriptions collectives :

Commune

Gratuit pour les associations et structures communales suivantes : la Halte-garderie, les scolaires, la Maison des Enfants, le Foyer logement, le Foyer des Jeunes, la Maison de retraite, le Centre de Loisirs.

Pour les autres structures ou associations communales, tarif **hors commune**

Pour les associations et collectivités tarif identique à celui des résidents hors commune et suivants les mêmes conditions

D) Photocopies

1) A4	0,18	0,18
2) A3	0,36	0,37

Les photocopies ne pourront concerner que des documents détenus par la bibliothèque municipale et non des documents privés et sont destinées aux personnes dans le cadre de devoirs scolaires, d'études ou de recherches personnelles.

K) CAMPING MUNICIPAL DU VIEUX-CHATEL

Tarifs par nuitée :

2007 2008

Tarif adulte	2,69	2.74
--------------	------	-------------

Tarif enfant	1,65	1,68
--------------	------	-------------

Tarif emplacements

Tente	1,65	1,68
Caravane	1,90	1,94
Voiture	1,65	1,68
Moto	0,95	0,97
Camping Car	2,14	2,18
Branchement électrique	1,93	1,97
Garage Mort	1,93	1,97
Tarif groupe	9.53	9.72

Tarif jeton machine à laver (lessive comprise)	3.69	3.76
---	------	-------------

Tarif jeton borne vidange camping car	2,00	2.00
--	------	-------------

Le tarif « groupe » (prix par emplacement et par nuitée ne pourra être accordé qu'à la condition que la demande concerne au minimum 10 emplacements simultanés)

Toute réservation faite pour le camping sera assortie du versement d'arrhes correspondant à 10 % du coût du séjour prévu. Les arrhes seront versés par chèque lors de la demande de réservation qui sera transmis au Trésor Public pour encaissement. En cas d'abandon de la réservation, les arrhes resteront acquis à la ville.

Tout emplacement réservé et non occupé dans les 48 heures de la date fixée sera réputé libre et réutilisé.

Location salle du camping (en dehors de la période d'ouverture)

Mise à disposition gracieuse aux associations combourgeoises, pour usage de réunion exclusivement

Cette salle pourra être louée à des associations extérieures à la ville de Combours, sous réserve des disponibilités, les associations combourgeoises étant prioritaires,

Tarif unique de location aux associations extérieures à Combours	61,58	62.81
--	-------	--------------

L) REPAS DU PERSONNEL

	2007	2008
Repas pris par le personnel au restaurant scolaire	3,62	3,71 (+2.5%)

M) PARTICIPATION AIRES DE STATIONNEMENT

La participation représentative d'aires de stationnement prévue par l'article L.421-3 du Code de l'urbanisme mis en place en septembre 1991 (cf délibération 91-67) sera indexée sur l'indice INSEE du coût de la construction au 1^{er} janvier de chaque année en fonction du dernier indice connu à cette date (2^{ème} trimestre).

2007	2008
3317	3484

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** l'ensemble de ces tarifs qui prendront **effet au 1^{er} Janvier 2008**.

07-167) RECEVEUR MUNICIPAL – INDEMNITES DE CONSEIL ET DE CONFECTION DU BUDGET

Rapporteur : M Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

M. HAMELIN rappelle au Conseil Municipal qu'en vertu de l'article 97 de la loi n° 82-213 modifiée relative aux droits et libertés des communes, Départements et Régions, du Décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les Collectivités Territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat et de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 publié au J.O. du 17 décembre 1983 fixant les conditions de l'attribution de l'indemnité de conseil aux receveurs des Communes et des établissements publics locaux, le Conseil doit prendre une délibération demandant le concours de Receveur Municipal et fixer l'indemnité de celui-ci.

La Ville de Combourg sollicite chaque année le concours du Receveur Municipal et lui verse cette indemnité pour ses prestations en matière budgétaire, économique, financière et comptable.

L'indemnité de « Conseil » sollicitée par M. LAISNEY Jean-François, Receveur Municipal, Trésorier de Combourg est calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 et s'élève à 876.34 € pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007.

D'autre part, le Receveur Municipal sollicite l'attribution de l'indemnité de confection de budget d'un montant de 45,73 €. Ce forfait est fixé par une loi parue au journal officiel du 14 janvier 1991 et qui s'applique aux communes qui emploient un secrétaire de mairie à temps complet.

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal de confirmer cette demande de concours du Receveur Municipal pour l'année à venir et de lui verser au titre de l'année en cours, pour

la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007, l'indemnité de Conseil au taux maximum et qui s'élève à 876.34 € brut ainsi que l'indemnité de confection du budget d'un montant de 45,73 € brut.

Ces indemnités sont soumises au 1% de solidarité, à la CSG (Contribution Sociale Généralisée) et au RDS (Remboursement de la Dette Sociale).

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

07-168) LOTISSEMENT CITE RAHUEL – AVENANT – SOLDE DE L'ENTREPRISE ECTP

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} adjoint

M. HAMELIN expose au Conseil Municipal que les travaux de l'entreprise E.C.T.P. (lot n° 2 Assainissement) concernant les travaux du Lotissement de la Cité Rahuel sont achevés depuis le 30 août 2007. Le marché initial prévoyait une fin de travaux au 6 juin 2005. Dans la mesure où la ville de Combourg a décidé de mettre en place les grilles d'Eaux Pluviales en période de travaux de 2^{ème} phase, la fin des travaux d'assainissement n'a pu avoir lieu qu'au mois d'août 2007.

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal d'exonérer l'entreprise E.C.T.P. des pénalités de retard prévues au marché.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

07-169) LOTISSEMENT CITE RAHUEL – AVENANT – SOLDE DE L'ENTREPRISE FORCLUM

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} adjoint

M. HAMELIN expose au Conseil Municipal que les travaux de l'entreprise FORCLUM (lot n° 3 – Réseaux - Desserte Télécommunication) concernant les travaux du Lotissement de la Cité Rahuel sont achevés depuis le 30 octobre 2007. Le marché initial prévoyait une fin de travaux au 24 juin 2005. Dans la mesure où la ville de Combourg a décidé de prolonger le délai de réalisation des travaux de télécommunication jusqu'au 30 octobre 2007 afin de réaliser un effacement de réseau complémentaire dans la voirie du lotissement, l'achèvement des travaux a été différé.

M. HAMELIN expose au Conseil Municipal d'exonérer l'entreprise FORCLUM des pénalités de retard prévues au marché.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

07-170) TRAVAUX RESTAURATION SCOLAIRE – AVENANT

Rapporteur : M Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de la restauration scolaire du site des Cytises et du Linon, l'entreprise GAUTIER, titulaire du lot n° 4 –Couverture Ardoise, a présenté un avenant en plus-value d'un montant de 1 047.18 € H.T. mentionnant :

- Des travaux de reprise de chevonnage sur bâtiment conservé

Le montant du marché initial de 46 333,16 € H.T., soit 55 414,46 € T.T.C., se trouve porté à la somme de 47 380,34 € H.T soit 56 666,89 € T.T.C. représentant une augmentation de 2.26 % du marché initial.

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, M. LE BESCO propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer l'avenant de l'entreprise GAUTIER de Combourg.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

07-171) TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA PLACE DU LINON - DECISION MODIFICATIVE

Rapporteur : M Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que le montant réel des travaux d'aménagement de la place du Linon est supérieur à l'estimation faite au moment de l'élaboration du budget 2007.

Il propose au Conseil Municipal de voter les crédits nécessaires afin de régler le marché d'aménagement de la Place du linon, en prélevant la somme de 85 000 € sur le compte 2313 opération 35 (Travaux de la salle omnisport) de la section d'investissement afin d'alimenter le compte 2313 opération 701 (aménagement de la Place du Linon).Le montant du crédit dégagé prend également en compte tous les frais annexes et l'indexation du marché.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 3 voix contre, 1 abstention et 21 voix pour (dont 4 pouvoirs), ADOPTE cette proposition.

07-172) PARTICIPATION COMMUNALE POUR LA PERENNISATION DE L'EMPLOI D'ANIMATEUR SPORTIF DU CLUB DE TENNIS LE CHATEL COMBOURG – SAINT PIERRE DE PLESGUEN.

Rapporteur : M Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN présente au Conseil Municipal la demande de participation communale dans le cadre de la pérennisation de l'emploi d'animateur sportif du Club de tennis le Châtel Combourg –Saint Pierre de Plesguen.

- Le club prend à sa charge 50 % du salaire (charges comprises).
- Le Conseil Général participera à hauteur de 33% du salaire (charges comprises) puis 30% l'année suivante (dégressivité de 3 points chaque année pendant 11 ans)
- Les Communes de Combourg et de Saint Pierre de Plesguen participeront aux 17% restant, au prorata du nombre d'habitants.

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal de donner un accord de principe, à compter de l'année 2008, sur une participation annuelle représentant 17 % du salaire annuel chargé au prorata du nombre d'habitants entre les communes de Combourg et de Saint Pierre de Plesguen (A titre d'information, la participation 2008 de Combourg sera de l'ordre de 2 500 €).

Le Club devra pour sa part compenser les fluctuations dues au versement dégressif du Conseil général à compter de l'année 2009.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

07-173) SERVICE DE FOURRIERE POUR ANIMAUX ERRANTS

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle que, par délibération n° 04-156 en date du 13 décembre 2004, le Conseil Municipal avait décidé de passer une convention avec l'Association « les Amis des Bêtes » de Romagné pour la gestion des animaux errants récupérés sur le territoire communal.

Cette convention arrive à échéance le 31 décembre 2007 et il convient à nouveau de déléguer un chenil pour assurer la continuité de ce service.

Trois prestataires ont été sollicités et ont fait parvenir leur offre.

Ces offres ont été étudiées lors de la réunion de la commission Finances qui a eu lieu le 5 Décembre 2007. La commission a proposé de retenir l'association « les Amis des Bêtes » de Romagné avec un tarif fixé à 0,28 € TTC par habitant pour une année complète.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de retenir l'Association « Les Amis des Bêtes » de Romagné avec un tarif fixé à 0,28 € TTC par habitant pour une année complète
- d'autoriser le Maire à signer la convention à intervenir pour une durée de 3 ans (du 1^{er} janvier 2008 au 30 décembre 2010).

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

07-174) DEMANDE DE REGULARISATION FONCIERE AU LIEU-DIT « BRANCOUAL »

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle que, par délibération n° 07.149 en date du 29 octobre 2007, le Conseil Municipal a décidé le principe de la régularisation foncière de l'emprise de la route à vocation publique, traversant la parcelle de Monsieur et Madame HAQUIN et située au lieu-dit « Brancoual ».

Afin de mener à bien ce dossier, M. LEBRET propose au Conseil Municipal de mentionner que ce dossier fera l'objet d'une enquête publique afin de pouvoir classer cette portion de voirie en voie communale et de préciser que cette vente, si elle se réalise, aura lieu conformément aux dispositions prises par le Conseil Municipal dans sa délibération n° 01.90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.80 € HT du m² et frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur).

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

07-175) REPARTITION DU PRODUIT DES RECETTES DES AMENDES DE POLICE – DOTATION 2007 – PROGRAMME 2008

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que le Président du Conseil Général a sollicité les communes en vue de recueillir les propositions de travaux pouvant être retenues au titre de la répartition des recettes des amendes de police.

Les opérations susceptibles d'être éligibles sont, par ordre de priorité :

1. Aires d'arrêt de bus en agglomération et sur voies communales, hors agglomération.
2. Plans de circulation (étude et travaux).
3. Parc de stationnement avec emplacements réservés aux handicapés selon législation en vigueur.
4. Feux de signalisation.
5. Signalisation horizontale (passages piétons).
6. Aménagement de sécurité (passages surbaissés pour handicapés, barrières de sécurité).
7. Aménagements piétonniers protégés le long des voies communales en et hors agglomération.
8. Pistes cyclables protégées le long des voies communales en et hors agglomération.

Ces opérations seront aidées à hauteur de 20% du montant hors taxes des travaux correspondants modulé du taux voirie 2007 avec un plafond de subvention de 5 350 €.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- d'adopter le programme d'investissement suivant :
 - Centre Ville - Signalisation horizontale.
 - Centre Ville - Aménagement de sécurité.
 - Parking du Linon – Aménagements piétonniers.
 - Parking du Linon – Aménagement de sécurité.
- de solliciter l'attribution de la subvention correspondante auprès du Conseil Général.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

07-176) INSTALLATIONS CLASSEES – ENQUETE PUBLIQUE – DOSSIER « GAEC GLORY » - LA CHAUVAIS - MEILLAC

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, par arrêté en date du 14 Novembre 2007, Monsieur le Préfet de la Région Bretagne, Préfet d'Ille et Vilaine a prescrit une enquête publique sur le projet présenté par le GAEC GLORY en vue d'agrandir un élevage laitier, allaitant et bovins viande avec l'installation d'un jeune agriculteur à La Chauvais en MEILLAC.

Conformément à l'article 8 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment par le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 relatif aux installations classées, le Conseil Municipal de COMBOURG est invité à donner son avis sur cette autorisation.

L'enquête publique se déroule du 17 Décembre 2007 au 19 Janvier 2008. L'avis du Conseil Municipal doit être exprimé au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

La commission des affaires agricoles a examiné ce dossier lors de sa réunion du 5 Décembre 2007 et a observé que les terrains proposés ne sont pas situés dans des zones protégées.

Considérant que cet élevage n'est pas situé dans la commune, M. LEBRET propose que ce dossier soit présenté au Conseil Municipal à titre d'information sans émettre d'avis.

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote

07-177) POLE PETITE ENFANCE– ETUDE DE FAISABILITE POUR UNE STRUCTURE MULTI-ACCUEIL

Rapporteur : Mme Monique DAUCE

Madame DAUCE informe le Conseil Municipal que la commune de Combours a vu sa population augmenter de manière significative ces dernières années. Parmi ces nouveaux habitants, beaucoup de familles sont à la recherche d'un mode de garde pour leurs jeunes enfants. Pour la plupart dépourvues des réseaux sociaux et familiaux de proximité qui souvent permettent de trouver un mode de garde, celles-ci se tournent vers la commune pour formuler leur demande. Ainsi les services de la mairie, de la halte-garderie, ou bien encore des élus, sont-ils fréquemment sollicités sur cette question.

La présence de nombreuses assistantes maternelles sur le territoire de la commune ne peut satisfaire la quantité et la variété de la demande. La structure petite enfance municipale actuelle est une halte-garderie, qui rend un service essentiel aux familles, mais dont le fonctionnement, avec seize heures d'accueil hebdomadaire maximum, ne peut être associé à un mode de garde.

Au vu de ces éléments, la municipalité de Combours, dans le cadre de sa politique de l'enfance (mise en place de nouvelles cantines, C.L.S.H., etc.), a engagé une réflexion sur ce point et a entrepris de nombreuses démarches : visites de structures multi-accueils par un groupe d'élus et de techniciens de la mairie en été et à l'automne 2007, rencontre fin octobre d'un collectif d'assistantes maternelles, prise de contacts avec des entreprises locales, discussions enfin avec les services du Conseil Général et de la Caisse d'Allocations Familiales.

L'ensemble de ces démarches a montré la nécessité de procéder à une étude de faisabilité du projet, laquelle devra proposer un scénario d'organisation fonctionnelle et financière, sur la base d'une analyse de l'offre existante et des besoins recensés.

Madame DAUCE propose donc au Conseil Municipal d'autoriser le maire à lancer une consultation pour la réalisation d'une étude de faisabilité d'une structure multi-accueil, et ainsi d'engager le projet.

Entendu l'exposé de Mme DAUCE, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

07-178) BIBLIOTHEQUE – DEMANDE DE SUBVENTION

Rapporteur : Mme Monique ROBINAULT, Adjointe

Mme ROBINAULT informe le Conseil Municipal que, par courrier du 12 octobre 2007, la Communauté de Communes de la Bretagne Romantique a fait savoir que le Conseil Général D'Ille et Vilaine tenait à connaître les dépenses en documents audio, livres et périodiques de la bibliothèque de Combours pour les années 2006 et 2007.

La commune de Combours a investi 2,08 euros par habitant pour l'année 2006, 1,97 euro par habitant pour l'année 2007, ce qui satisfait largement aux conditions d'éligibilité de la subvention du Conseil Général qui prévoit un investissement de 0,75 euros par habitant.

Mme ROBINAULT propose au Conseil Municipal de solliciter l'attribution d'une subvention liée aux achats de documents en 2006 et 2007 (livres, documents audio et périodiques) pour la bibliothèque auprès :

- du Conseil Général d'Ille et Vilaine
- de la Communauté de Commune Bretagne Romantique.

Entendu l'exposé de Mme ROBINAULT et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

07-179) MARCHE SALLE OMNISPORTS – APPEL D'OFFRES OUVERT

Rapporteur : M. André BADIGNON

Monsieur BADIGNON rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 07.100 en date du 10 juillet 2007, le Conseil Municipal a été informé de la déclaration infructueuse du marché passé selon la procédure adaptée concernant le réaménagement de la salle omnisports, ainsi que de la prochaine relance de l'appel d'offres selon une procédure formalisée.

Le C.C.T.P. concernant les travaux à entreprendre pour cette opération, sera présenté au Conseil Municipal.

Compte tenu du montant de l'estimation des travaux, 226 000 € HT (supérieur à 210 000 € HT), la procédure de dévolution du marché à retenir est celle de l'appel d'offres ouvert.

Monsieur BADIGNON propose au Conseil Municipal de donner pouvoir au Maire pour lancer la consultation selon la procédure d'appel d'offres ouvert et signer toutes les pièces du marché s'y rapportant.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

07-180) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 02.07 en date du 4 février 2002, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 07.178 T en date du 14 septembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AE n° 650 et 651 sises « 28, avenue de la Libération » (**DIA n° 36**) et supportant un appartement et deux parkings
- Arrêté n° 07.194 T en date du 22 octobre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle E n° 1040 sise « 14, rue Beausoleil » (**DIA n° 39**) et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 07.195 T en date du 22 octobre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AE n° 65, 73, 490 et 491 sises « 49, avenue de la Libération » (**DIA n° 40**) et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 07.196 T en date du 22 octobre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AL n° 150 sise « 14, rue Chateaubriand » (**DIA n° 41**) et supportant un bâtiment à rénover sur 3 niveaux avec vitrine en façade
- Arrêté n° 07.202 T en date du 2 novembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AD n° 371 et 375 sises « 38, avenue Gautier Père et Fils » (**DIA n° 42**) et supportant des bâtiments à usage de bureaux et d'activités.

- Arrêté n° 07.203 T en date du 2 novembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AD n° 372 sises « 38, avenue Gautier Père et Fils » (**DIA n° 43**) terrain nu.
- Arrêté n° 07.204 T en date du 2 novembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AH n° 471 sises au lieu-dit « Les Rivières » (**DIA n° 44**) terrain nu.
- Arrêté n° 07.205 T en date du 2 novembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AE n° 495 sise « 49, avenue de la Libération » (**DIA n° 45**) terrain nu.
- Arrêté n° 07.208 T en date du 12 novembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AH n° 21p sise au lieu-dit « Les Rivières » (**DIA n° 46**) et supportant un terrain à usage agricole.
- Arrêté n° 07.210 T en date du 19 novembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AK n° 165p sise au lieu-dit « La Croix Briand » (**DIA n° 47**) et supportant un terrain à bâtir.
- Arrêté n° 07.211 T en date du 19 novembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AK n° 165 sise au lieu-dit « La Croix Briand » (**DIA n° 48**) et supportant un terrain à bâtir.
- Arrêté n° 07.226 T en date du 3 décembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AE n° 0660 sise « 6, allée des Primevères » (**DIA n° 49**) et supportant un terrain à bâtir.
- Arrêté n° 07.227 T en date du 3 décembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AD n° 226, 235 et 512 sises « 2, rue des Champs » (**DIA n° 50**) et supportant une maison d'habitation.
- Arrêté n° 07.228 T en date du 3 décembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AH n° 447 sise « rue Jules Corvaisier » (**DIA n° 51**) et supportant une maison d'habitation

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 00.

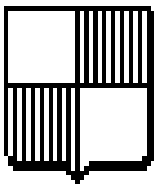
CONSEIL MUNICIPAL

DU LUNDI 17 DECEMBRE 2007

A 20 H 00

ORDRE DU JOUR

- Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- Schéma directeur de restructuration des réseaux eaux usées et eaux pluviales
- Création d'un poste de technicien supérieur
- Création d'un poste d'adjoint administratif 2^e classe
- Etude agricole – Convention SAFER
- Modification du zonage d'assainissement – Enquête publique
- Adhésion de la Commune au Syndicat Mixte pour le SAGE Rance - Frémur – Baie de la Beaussais en qualité de producteur d'eau
- Adhésion de la Commune au Syndicat Mixte pour le SAGE Rance - Frémur – Baie de la Beaussais en qualité d'adhérent au S.P.I.R.
- Adhésion de la Commune au Syndicat Mixte pour le SAGE Rance - Frémur – Baie de la Beaussais en qualité d'adhérent au S.I.B.L.
- Tarifs municipaux – Année 2008
- Receveur municipal – Indemnités de conseil et de confection du budget
- Lotissement Cité Rahuel – Avenant – Solde de l'entreprise E.C.T.P.
- Lotissement Cité Rahuel - Avenant – Solde de l'entreprise FORCLUM
- Travaux restauration scolaire – Avenant
- Travaux d'aménagement de la Place du Linon – Décision modificative
- Participation communale pour la pérennisation de l'emploi d'animateur sportif du club de Tennis Le Châtel Combours – Saint Pierre de Plesguen
- Service de fourrière pour animaux errants
- Demande de régularisation foncière au lieu-dit « Brancoual »
- Répartition du produit des amendes de police – Dotation 2007 – Programme 2008
- Installations classées – Enquête publique – Dossier « GAEC GLORY » - MEILLAC
- Pôle Petite Enfance – Etude de faisabilité pour une structure multi-accueil
- Bibliothèque – Demande de subvention
- Marché salle omnisports – Appel d'offres ouvert
- Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille sept, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
17 DECEMBRE 2007, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code
Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice :	27
Nombre de pouvoirs :	4
Nombre de Conseillers présents :	21
Quorum :	14

Date de convocation et d'affichage :	11 Décembre 2007
Date d'affichage du compte-rendu :	20 Décembre 2007

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Monique DAUCE, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. Bertrand HIGNARD, Mme Monique ROBINAULT, M. Pierre LEGEARD et M. André BADIGNON, Adjoint, Mmes Pierrette HUET, Marie-Thérèse FERRAND, Yolande GIROUX, M. Marcel FOUQUET, M. Jean DENOUAL, Mme Marylène QUEVERT, M. François LARCHER, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Marie-Thérèse SAUVÉE, M. Jean-Michel COQUELIN, Mme Marguerite COÏC, M. Loïc PETITPAS

Absents excusés : Mme Martine CHEVALIER, M. Claude BIEDERMANN, Mme Michelle GAUCHER, Mme Chantal GILLOUAYE, Mme Annie CITRE

Absents non excusés : Mme Françoise BAUDUIN

Pouvoirs : Mme CHEVALIER à M. LEBRET ; Mme GAUCHER à Mme DAUCE ; Mme GILLOUAYE à M. LEGEARD ; Mme CITRE à Mme FERRAND

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : Mme Yolande GIROUX, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 07-157) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
 - 07-158) Schéma directeur de restructuration des réseaux eaux usées et eaux pluviales
 - 07-159) Création d'un poste de technicien supérieur
 - 07-160) Création d'un poste d'adjoint administratif 2^e classe
 - 07-161) Etude agricole – Convention SAFER
 - 07-162) Modification du zonage d'assainissement – Enquête publique
 - 07-163) Adhésion de la Commune au Syndicat Mixte pour le SAGE Rance - Frémur – Baie de la Beaussais en qualité de producteur d'eau
 - 07-164) Adhésion de la Commune au Syndicat Mixte pour le SAGE Rance - Frémur – Baie de la Beaussais en qualité d'adhérent au S.P.I.R.
 - 07-165) Adhésion de la Commune au Syndicat Mixte pour le SAGE Rance - Frémur – Baie de la Beaussais en qualité d'adhérent au S.I.B.L.
 - 07-166) Tarifs municipaux – Année 2008
 - 07-167) Receveur municipal – Indemnités de conseil et de confection du budget
 - 07-168) Lotissement Cité Rahuel – Avenant – Solde de l'entreprise E.C.T.P.
 - 07-169) Lotissement Cité Rahuel - Avenant – Solde de l'entreprise FORCLUM
 - 07-170) Travaux restauration scolaire – Avenant
 - 07-171) Travaux d'aménagement de la Place du Linon – Décision modificative
 - 07-172) Participation communale pour la pérennisation de l'emploi d'animateur sportif du club de Tennis Le Châtel Combours – Saint Pierre de Plesguen
 - 07-173) Service de fourrière pour animaux errants
 - 07-174) Demande de régularisation foncière au lieu-dit « Brancoual »
 - 07-175) Répartition du produit des amendes de police – Dotation 2007 – Programme 2008
 - 07-176) Installations classées – Enquête publique – Dossier « GAEC GLORY » - MEILLAC
 - 07-177) Pôle Petite Enfance – Etude de faisabilité pour une structure multi-accueil
 - 07-178) Bibliothèque – Demande de subvention
 - 07-179) Marché salle omnisports – Appel d'offres ouvert
 - 07-180) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
-

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-157) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Mme Yolande GIROUX, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal de la séance précédente, en date du 29 Octobre 2007, est approuvé à l'unanimité des membres et représentés.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-158) SCHEMA DIRECTEUR DE RESTRUCTURATION DES RESEAUX EAUX USEES ET EAUX PLUVIALES

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Le Conseil Municipal a été informé le 13 février 2006 de la nécessité d'établir un nouveau schéma directeur d'assainissement, le 10 avril 2006, de la décision de faire appel à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (D.D.A.F.) pour une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (A.M.O.) et le 14 décembre 2006, du choix du cabinet BOURGOIS pour la réalisation de cette étude.

Le diagnostic des équipements existants, réalisé par le Cabinet BOURGOIS, et déjà présenté devant les commissions Environnement, Finances, Voirie et Urbanisme, fait l'objet d'un exposé d'information au Conseil Municipal par Madame Odile PINCHEMEL, Ingénieur chargé d'études auprès de Cabinet BOURGOIS.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-159) CREATION D'UN POSTE DE TECHNICIEN SUPERIEUR

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que la délibération n° 07-112 du 24 Septembre 2007 informait le Conseil Municipal de la réforme de l'application du Droit des Sols, de ses conséquences sur la définition des missions incombant à la Commune et de celles dévolues à la D.D.E.

Bien que la convention proposée à la Commune n'ait pas été acceptée car elle réduisait sensiblement la mission d'accompagnement des autorisations d'urbanisme faite par la DDE, les services de cette administration ont restreint dès le 1^{er} octobre 2007, date de l'entrée en vigueur de la réforme, le niveau du service qu'ils offraient préalablement.

Cette nouvelle façon d'opérer occasionne des difficultés au niveau de l'organisation du service urbanisme de la Ville qui doit élargir son champ d'action avec du personnel non formé à cette technicité.

Comme évoqué le 24 Septembre 2007, une réflexion a donc été menée pour que l'instruction des autorisations d'urbanisme soit faite à part entière par les services municipaux (réunions avec des élus d'autres collectivités, interrogation sur le fonctionnement de communes de même niveau démographique).

Il est apparu opportun de renforcer le service urbanisme en le dotant de personnel qualifié pour permettre un meilleur suivi des dossiers ainsi que des réponses plus réactives à l'attente des administrés

En référence à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique qui précise que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organisme délibérant de la collectivité, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de créer à compter du 1^{er} mars 2008, un poste de technicien supérieur à temps complet, pour pourvoir la fonction d'instructeur.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **APPROUVE** cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-160) CREATION D'UN POSTE D'ADJOINT ADMINISTRATIF 2^{ème} CLASSE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Afin de renforcer le service finances, et en référence à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique qui précise que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organisme délibérant de la collectivité, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de créer, à compter du 1^{er} janvier 2008, un poste d'adjoint administratif de 2^{ème} classe à temps non complet (17 heures 30 hebdomadaires)

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-161) ETUDE AGRICOLE – CONVENTION SAFER

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO rappelle que, par délibération du 10 avril 2007, le Conseil Municipal décidait de mener une étude ayant pour objectifs :

- de permettre d'identifier les exploitations concernées par les études des zones AU du PLU et de caractériser l'atteinte que provoqueraient ces zones à leur fonctionnement
- d'offrir un recensement opérationnel à la SBAFER pour lui permettre de gérer au mieux les éventuelles réserves qui pourraient être constituées.

Cette étude menée par l'A.D.A.S.E.A. étant achevée, il convient de faire appel à la SAFER pour pouvoir :

- connaître l'évolution des prix des différents marchés
- connaître l'impact d'un projet collectif sur le monde agricole
- savoir ce qui se vend et maîtriser certaines ventes
- lutter contre la spéculation foncière
- négocier des zones d'emprise destinées à des projets collectifs
- constituer des réserves foncières
- mettre en œuvre les droits de préemption existants
- mobiliser des biens ruraux afin d'accueillir une nouvelle population et implanter de nouveaux équipements publics

Pour répondre à ces différents objectifs, la SAFER propose les prestations suivantes :

1) La Veille foncière

Avec une option tarifaire selon que la SAFER transmet toutes les notifications de vente portant sur les biens agricoles à la commune (tarif : 1 100 € H.T. par an) ou qu'elle ne diffuse que les notifications de vente ouvrant le droit de préemption de la SAFER (tarif : 600 € H.T. par an)

2) La constitution de réserves foncières

La commune ayant connaissance en temps réel des ventes en zone agricole de son territoire peut par l'intermédiaire de la SAFER en maîtriser certaines

Les biens acquis par la SAFER à l'amiable ou en préemption peuvent être soit :

- rétrocédés immédiatement à la commune qui constitue ainsi sa propre réserve foncière
- mis en réserve par la SAFER qui en reste propriétaire pendant un délai maximum de 5 ans

En cas d'attribution d'un bien au profit de la commune :

Le prix de revente de chaque bien est égal au prix principal + frais d'acquisition SAFER + rémunération SAFER (8 % amiable et échange et 13 % préemption) + frais financiers de portage + (frais de gestion du stock : uniquement en cas de stockage SAFER)

3) Les échanges

La SAFER réalise des échanges pour une meilleure adéquation du parcellaire

Tarif 155 € HT par échange

4) La gestion des réserves foncières

La Commune peut :

- soit confier à la SAFER la gestion de ses biens, en attendant la réalisation de ses projets et la SAFER assure ainsi à la commune le versement d'une redevance annuelle et la libération du bien à l'échéance de la convention, sans tomber sous les statuts du fermage (tarif : 200 € HT par exploitant retenu et 20 % HT du montant du loyer dû par l'exploitant)
- soit demander à la SAFER de stocker les terrains en attente d'affectation et d'assurer leur gestion en les mettant en location sous le régime des Conventions d'Occupation Provisoire et Précaire (Tarif : Frais de gestion du stock).

Monsieur LE BESCO précise qu'en ce qui concerne la veille foncière, la SAFER procèdera à l'analyse des notifications reçues et fera parvenir régulièrement à la commune les informations **contenues uniquement dans les notifications de vente ouvrant le droit de préemption de la SAFER** (2^{ème} option).

Il présente au Conseil Municipal le projet de convention avec la SAFER et lui propose :

- d'approuver ce projet de convention
- d'autoriser le Maire à signer la convention à intervenir à compter du 1^{er} janvier 2008

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, adopte ces propositions.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-162) MODIFICATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT – ENQUETE PUBLIQUE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 07.59 du 10 avril 2007, il a été décidé de mettre à l'enquête publique le projet de zonage d'assainissement collectif afin de mettre en adéquation les différents zonages du PLU et le zonage d'assainissement collectif.

Un projet de modification de zonage d'assainissement a été défini et soumis à une enquête publique, conforme à celle prévue par la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983.

L'enquête publique prescrite par arrêté municipal en date du 20 août 2007 a été ouverte en mairie de Combours pour une durée de 32 jours à compter du 10 septembre 2007.

A cet effet, Monsieur Jean-Paul CHIAMA domicilié 17, avenue de la Grande Fontenelle à Cesson Sévigné 35510 a été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur par le Tribunal Administratif de Rennes.

Ce dernier, a émis en date du 31 octobre 2007, un avis favorable au projet de modification du zonage d'assainissement de la commune de Combours tout en précisant qu'une partie de la zone 1AUEb, celle située la plus au Sud de la Zone Sud-Est, n'était pas indiquée en totalité comme faisant partie du zonage d'assainissement collectif et recommande de ne pas oublier l'assainissement non collectif qui était insuffisant à 49% en 2002.

En ce qui concerne la dernière remarque de Monsieur Jean-Paul CHIAMA, commissaire enquêteur, les données à jour de la Communauté de Communes font apparaître qu'il y a en 2007 : 63 % des assainissements non collectifs qui sont en bon état de fonctionnement, 18 % des assainissements non collectifs moyennement acceptables, 6 % d'assainissements non collectif défectueux, 8 % jamais visités et 5 % en cours de réalisation.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal d'approuver le zonage d'assainissement tel qu'il se présente et d'ajouter la totalité de la zone 1AUEb Sud-Est dans le zonage d'assainissement collectif

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DECIDE** d'approuver le zonage d'assainissement tel qu'il se présente et d'ajouter la totalité de la zone 1AUEb Sud-est dans le zonage d'assainissement collectif

- **DIT** que :

- la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, et d'une mention dans le journal « Ouest-France » et le journal « Les Petites Affiches de Bretagne »

- La présente délibération sera transmise au Préfet, accompagnée du dossier qui lui est annexé
- Le dossier de zonage d'assainissement approuvé sera tenu à la disposition du public à la Mairie de Combours, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la Préfecture d'Ille et Vilaine
- La présente délibération ne sera exécutoire qu'après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-163) ADHESION DE LA COMMUNE AU SYNDICAT MIXTE POUR LE SAGE RANCE – FREMUR – BAIE DE LA BEAUSSAIS EN QUALITE DE PRODUCTEUR D'EAU

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal la délibération n° 06-139 en date du 13 Novembre 2006 relative à la création d'un Syndicat Mixte pour le suivi du SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rance Frémur Baie de Beaussais).

Le Conseil Municipal avait alors demandé que la Commune soit représentée auprès de ce Syndicat par une adhésion directe et non par l'intermédiaire du Syndicat du Bassin du Linon

La Commission Locale de l'Eau (CLE) a délibéré pour la création d'un syndicat mixte ouvert comprenant des EPCI et des collectivités territoriales de différents niveaux, élargi le 21 septembre dernier aux producteurs d'eau puisant leurs ressources dans le bassin versant du SAGE. Les statuts de cette nouvelle instance fédérative, qui sera également reconnue établissement public territorial de bassin (EPTB), ont été entérinés lors de la CLE du 26 Novembre dernier.

Les dépenses générées par le suivi du SAGE seront financées par les membres du futur syndicat dont la clé de répartition est déterminée par les statuts.

Par ailleurs, si le nouveau syndicat mixte peut légitimement assurer le portage du SAGE, il n'a pas, en revanche, pour vocation de se substituer aux maîtres d'ouvrages existants (communes ou EPCI) pour la réalisation concrète des actions (exemples : assainissement, travaux d'entretien-restauration des cours d'eau, du bocage et autres aménagements de l'espace, etc.) sauf en ce qui concerne les actions « orphelines » de maîtrise d'ouvrage.

Les préconisations du SAGE approuvé le 5 Avril 2004 constituent le document de référence commun aux divers maîtres d'ouvrages présents sur le territoire et aux financeurs (Europe, Etat, Région, Département, Agence de l'Eau).

Dans ces conditions, Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal de donner un accord au projet de statuts et d'adhérer au nouveau Syndicat mixte pour le suivi du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Rance Frémur Baie de Beaussais, la Commune agissant alors en **qualité de producteur d'eau**.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-164) ADHESION DE LA COMMUNE AU SYNDICAT MIXTE POUR LE SAGE RANCE – FREMUR – BAIE DE LA BEAUSSAIS EN QUALITE D'ADHERENT AU SYNDICAT DE PRODUCTION D'ILLE ET RANCE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que la Commission Locale de l'Eau (CLE) a délibéré pour la création d'un syndicat mixte ouvert comprenant des EPCI et des collectivités territoriales de différents niveaux, élargi le 21 septembre dernier aux producteurs d'eau puisant leurs ressources dans le bassin versant du SAGE. Les statuts de cette nouvelle instance fédérative, qui sera également reconnue établissement public territorial de bassin (EPTB), ont été entérinés lors de la CLE du 26 Novembre dernier.

Les dépenses générées par le suivi du SAGE seront financées par les membres du futur syndicat dont la clé de répartition est déterminée par les statuts.

Par ailleurs, si le nouveau syndicat mixte peut légitimement assurer le portage du SAGE, il n'a pas, en revanche, pour vocation de se substituer aux maîtres d'ouvrages existants (communes ou EPCI) pour la réalisation concrète des actions (exemples : assainissement, travaux d'entretien-restauration des cours d'eau, du bocage et autres aménagements de l'espace, etc.) sauf en ce qui concerne les actions « orphelines » de maîtrise d'ouvrage.

Les préconisations du SAGE approuvé le 5 Avril 2004 constituent le document de référence commun aux divers maîtres d'ouvrages présents sur le territoire et aux financeurs (Europe, Etat, Région, Département, Agence de l'Eau).

Dans ces conditions, M. HAMELIN propose au Conseil Municipal :

- de donner un accord au projet de statuts et
- **d'autoriser l'adhésion du S.P.I.R.** au futur Syndicat mixte pour le suivi du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Rance Frémur Baie de Beaussais

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-165) ADHESION DE LA COMMUNE AU SYNDICAT MIXTE POUR LE SAGE RANCE – FREMUR – BAIE DE LA BEAUSSAIS EN QUALITE D'ADHERENT AU SYNDICAT DU BASSIN DU LINON

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que la Commission Locale de l'Eau (CLE) a délibéré pour la création d'un syndicat mixte ouvert comprenant des EPCI et des collectivités territoriales de différents niveaux, élargi le 21 septembre dernier aux producteurs d'eau puisant leurs ressources dans le bassin versant du SAGE. Les statuts de cette nouvelle instance fédérative, qui sera également reconnue établissement public territorial de bassin (EPTB), ont été entérinés lors de la CLE du 26 Novembre dernier.

Les dépenses générées par le suivi du SAGE seront financées par les membres du futur syndicat dont la clé de répartition est déterminée par les statuts.

Par ailleurs, si le nouveau syndicat mixte peut légitimement assurer le portage du SAGE, il n'a pas, en revanche, pour vocation de se substituer aux maîtres d'ouvrages existants (communes ou EPCI) pour la réalisation concrète des actions (exemples : assainissement, travaux d'entretien-restauration des cours d'eau, du bocage et autres aménagements de l'espace, etc.) sauf en ce qui concerne les actions « orphelines » de maîtrise d'ouvrage.

Les préconisations du SAGE approuvé le 5 Avril 2004 constituent le document de référence commun aux divers maîtres d'ouvrages présents sur le territoire et aux financeurs (Europe, Etat, Région, Département, Agence de l'Eau).

Dans ces conditions, Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal :

- de donner un accord au projet de statuts et
- **d'autoriser l'adhésion du S.I.B.L.** au futur Syndicat mixte pour le suivi du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Rance Frémur Baie de Beaussais

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-166) TARIFS MUNICIPAUX ANNEE 2008

Rapporteur : M Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

A la suite des travaux de la commission de finances en date du 5 Décembre 2007, Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal d'approuver pour l'année 2008, les tarifs municipaux suivants :

A) DROITS DE PLACE

	2007	2008
1) Marchés hebdomadaires et ventes hors jours de marché : étalage avec ou sans banc, couvert ou non couvert, sur rue, trottoir, place, etc., voitures d'exposition, de vente ou de démonstration, machine et matériel agricole		
le mètre linéaire	0,64	0.65
2) Assemblées et foires : Mi-Mai, Angevine Mi-décembre, étalage, voitures de vente, matériel agricole comme ci-dessus, couvert ou non couvert		
le mètre linéaire	0,92	0.94
3) Débits de boissons (Utilisation en "superficie") le mètre carré	0,92	0.94
4) Rôtisseur le mètre linéaire	0,92	0.94
5) Attraction foraine (Utilisation de "face") le mètre linéaire	0,92	0.94
6) Métiers, Manèges, cirques (Utilisation en "superficie") le mètre carré	0,92	0.94

avec pour les attractions foraines, manèges et cirques la perception d'un forfait minimal (43,71 euros en 2007) 44.58 euros et versement d'une caution de 50 % du coût prévisionnel lors de l'inscription des commerçants et industriels forains avec un minimum de perception de (21,85 euros en 2007) 22.29 euros. Cette somme sera conservée en cas de défection et considérée comme acompte sur le prix à payer dans le cas d'une participation réelle. La réservation d'un emplacement ne sera effective qu'après le paiement de cette caution.

En ce qui concerne la foire de la Mi-Mai, se reporter à la délibération n° 94-65 en date du 16 Juin 1994.

7) Marchand forain hors marché (Place de l'Eglise-Dimanche matin)
(Cf délibération n° 94-99 en date du 23 Novembre 1994)

Forfait mensuel	10,74	10.95
-----------------	-------	--------------

8) Abonnement :

Pour mémoire (article 35 de l'arrêté municipal n° 97-090 du 2 Juillet 1997 portant réglementation du marché - délibération n° 97-119 du 30 Juin 1997 : réduction de 15 % sur le tarif classique) soit (0,54 euros en 2007) 0,55 euros le mètre linéaire.

9) Branchement électrique bornes du marché	2,21	2.25
--	------	-------------

B) DROITS DE VOIRIE

En ce qui concerne les droits de voirie et l'occupation des trottoirs, l'autorisation ne pourra être accordée par la Municipalité qu'à la condition qu'un espace minimum de 0,90 m puisse être laissé à la circulation piétonne entre l'étal et la bordure du trottoir.

TARIFS	2007	2008
- Terrasse couverte	10,22	10.42
- Terrasse non couverte, trottoir, - chevalet, présentoir etc	5,11	5.21

Pour l'application de ce tarif, toute surface sollicitée et autorisée sera arrondie au m2 supérieur (exemples : 0, 40 m2 ==> 1 m2 et 2,60m2 ==> 3 m2, etc)

C) LOCATION DE SALLE

1) BOULEVARD DU MAIL

- SALLES DE REUNION

Mise à disposition gracieuse aux Associations Combourgeoises, pour usage de "réunion" exclusivement.

Ces salles pourront être louées à des associations extérieures à la Ville de Combourg, sous réserve des disponibilités, les associations Combourgeoises étant prioritaires.

Tarif unique de location aux associations extérieures à Combourg :

Tarif forfaitaire de 62.81 Euros (61.58 € en 2007) (Grande ou petite salle)

2) MAIRIE

Salle d'Honneur (135 M2) -

Pas de location mais mise à disposition limitée

3) ESPACE MALOUAS

Rappel des conditions de location :

Aucune option ne sera prise plus de 12 mois à l'avance.

La confirmation définitive de location ne sera adressée au plus tôt que 6 mois avant la date.

La salle de réunion de l'Espace Malouas servant de salle de vote, toute location attribuée avant la connaissance de la date d'élections pourra être annulée et la responsabilité de la Ville ne pourra en aucun cas être recherchée. Toute personne sollicitant une location devra accepter la présente clause.

Versement d'arrhes à hauteur de 50 % au moment de la réservation et d'une caution de (351,01 Euros en 2007) 360 euros à remettre par chèque avant la manifestation (à la remise des clefs), caution qui sera rendue, en l'absence de dégradation, après l'état des lieux de sortie établi à l'issue de l'utilisation de la salle concernée.

En cas de dégradation, la caution sera encaissée par le Receveur Municipal et l'éventuel remboursement partiel n'interviendra qu'une fois connu le montant des réparations si celui-ci est inférieur au montant de ladite caution.

En cas de carence de nettoyage lors de la location des salles, les heures de ménage nécessaires seront appliquées de la façon suivante :

Tarif Horaire

21, 62 (2007) **22.05**

Les conditions de location figureront sur les formulaires de demande de location.

Les jetons de chauffage seront vendus aux responsables des associations utilisatrices. Le prix du jeton est fixé à 1.79 euros (1,75 Euros en 2007) –pour une demi-heure de chauffage

A) SALLE DE REUNION EN PARQUET (320 m²) et PATIO:

a) Cas particuliers :

- Personnel municipal :

Mise à disposition gracieuse aux employés communaux à l'occasion de leur mariage.

- Associations combourgeoises :

Pour la première utilisation annuelle (spectacle, bal ou autre manifestation) la location est gratuite, toutefois le forfait chauffage sera facturé à l'association et le versement de la **caution de 360 Euros** sera réclamée dans les mêmes conditions que pour tout autre utilisateur.

b) Tarifs classiques pour les autres utilisations

2007

2008

Congrès, mariages, Assemblées générales,
colloques etc.

1ère journée

- sans repas :

. Commune	181,20	184.82
. Hors Commune	258,62	263.79

- avec repas "FROID":

. Commune	216,39	220.72
. Hors Commune	371,22	378.64

- avec repas "CHAUD":

. Commune	307,88	314.04
. Hors Commune	448.62	457.59

2ème journée :

- sans repas :

. Commune	89.72	91.51
. Hors Commune	135.48	138.19

- avec repas "FROID":

. Commune	110.83	113.05
. Hors Commune	179.43	183.02

- avec repas "CHAUD":

. Commune	167.14	170.48
. Hors Commune	225.18	229.68

Bals avec entrées payantes :

. Commune	373.06	380.52
. Hors Commune	561.22	572.44

Spectacles, défilés de mode.:

. Commune	286.78	292.52
. Hors Commune	673.82	687.30

Forfait Chauffage pour salle parquet et (ou) patio :

-par jour (Commune et hors commune) :

.Salle parquet et patio	73.89	75.37
.Patio	36.95	37.69

Sonorisation		
.Salle parquet	66.85	68.19
.Patio	66.85	68.19

Remplacement vaisselle cassée ou manquante

. Verre	0.67	0.68
. Assiette	3.16	3.22
. Cuillère à café, cuillère, fourchette et couteau	1.97	2.01

B) SALLE POLYVALENTE

Bal avec entrées payantes et autres manifestations

. Commune	422.24	430.68
. Hors Commune	740.69	755.50

C) PATIO :

Locations sous conditions.

Le patio pourra être loué seul, sans la salle de parquet, pour réunion de travail ou vin d'honneur mais seulement 15 jours avant la date envisagée afin de ne pas compromettre la location de la Salle de parquet qui reste prioritaire.

Le tarif ci-après constitue un forfait quelque soit la durée et pour une journée maximum.

. Commune	66.85	68.19
. Hors Commune	116.13	118.45

4) **SALLE ECOLE ELEMENTAIRE:**

La salle de l'école élémentaire sera mise à la disposition des organismes de formation.

Chaque mise à disposition pour stage fera l'objet d'une convention avec l'organisme de formation.

Tarif par jour d'utilisation	10.55	10.76
------------------------------	-------	--------------

5) **LOCAUX DU CENTRE ADMINISTRATIF**

. Tarif par demi-journée	5.28	5.39
. Tarif par journée	10.56	10.77

D) GARDERIE :

	2007	2008
JOURS SCOLAIRES :		
Horaires :		
7 h 30 à 8 h 30	}	
16 h 45 à 18 h 00	} la demi-heure	0,66
18 h 00 à 19 h 00	}	0.67

étant précisé que toute demi-heure commencée est due en entier.

GOUTER :

Les enfants qui seront présents aux garderies

bénéficieront d'un goûter

Prix du goûter	0.83	0,85
----------------	------	-------------

E) LOCATION DE MATERIEL

	2007	2008
- Grand ou petit podium – Tribunes (Tarif Unique) (transport, montage, démontage compris)	409.92	418.12

La location des podiums et tribunes est limitée aux collectivités et associations de la proche région de Combourg (dans un rayon d'environ 15 km), notamment du Canton et de la Communauté de communes - Bretagne Romantique.

Il est précisé que les podiums doivent être montés obligatoirement par le personnel de la Ville qui assure la responsabilité en cas de mauvais montage.

L'accord de location n'entraînera pas obligation de montage.

Les podiums ne seront pas montés si le sol ne présente pas des garanties suffisantes de stabilité ou si le dénivelé est trop important.

Dans le cas où l'équipe de montage jugerait impossible le montage du podium, la responsabilité de la Ville ne pourra pas être recherchée par la collectivité ou l'organisme ayant sollicité la location. Ces derniers pourront faire appel à leurs frais exclusifs à un organisme agréé pour juger de la qualité du sol.

Toute personne, collectivité ou organisme sollicitant la location d'un podium devra accepter les présentes clauses qui figureront sur les formulaires de demande de location.

- Projecteurs (l'unité)	11.61	11.84
- Mâts (l'unité)	0.50	0.51
- Drapeaux (l'unité)	0.50	0.51
- Balayeuse (tarif horaire)	118.19	120.55

F) REDEVANCE PHOTOCOPIE ET LECTEUR-REPRODUCTEUR, ETIQUETTES

	2007	2008
- Photocopieur :		
. Format A4	0,57	0,58
. Format A3	0,74	0,75
- Lecteur-Reproducteur	0,64	0,65
- Documents administratifs		0,18
Etiquette d'affranchissement	0,05	0,05

G) CONCESSIONS DANS LE CIMETIERE ET CAVEAU PROVISOIRE

	2007	2008
- Concessions temporaires (1e m²)	51.03	52.05
- Concessions trentenaires (1e m²)	100.29	102.30
- Concessions pour urnes funéraires (pour 0,25 m²)		
. Concessions temporaires	51.03	52.05
. Concessions trentenaires	100.29	102.30
- Caveau provisoire :		
- 1er Jour	10.41	10.62
- par jour, du 2ème au 6ème jour	6.25	6.38
- Forfait pour une semaine (7 jours)	41.75	42.59
- par jour, à partir du 8ème jour	1.79	1.83

H) TRAVAUX EN REGIE

Travaux réalisés en régie directe par le personnel de la Ville et facturation à la section d'investissement (tarif horaire).

2007	2008
21,10	22.05

I) DROITS D'USAGE "CYBER-COMMUNE"

2007	2008
------	------

- Droit d'inscription forfaitaire annuel	19.35	19.74
--	-------	--------------

Ce droit sera perçu pour **un** adulte et les enfants d'une même famille utilisant le service.

Un droit supplémentaire de 19.74 euros (19,35 euros en 2007) sera perçu pour le 2^{ème} adulte de la famille.

Le forfait annuel correspond en fait à 12 mois pleins, la date de début étant celle de l'inscription.

Ce droit d'inscription permet à chaque membre de la famille :

- de participer à l'initiation informatique et internet
- d'utiliser le matériel informatique en libre accès
- de consulter des CD Rom
- de se connecter à internet pendant les plages de libre accès.

- Droit d'usage des imprimantes :

a) imprimante "noir et blanc" format A4 :	0,14	0,14
b) imprimante "couleur" format A4	0,40	0,41

- Droit de connexion à "Internet" hors périodes d'accès libre :

a) pour les personnes adhérentes au service (ayant réglé un droit d'inscription)		
Pour un quart d'heure	0,51	0,52

b) pour les personnes non adhérentes (usage occasionnel) :		
pour un quart d'heure	0,72	0,73

J) DROITS D'USAGE BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE

2007 2008

A) Carte d'abonnement annuel

(Il s'agit d'un forfait annuel, de date à date, quelque soit la date d'abonnement)

Inscription individuelle :		
pour les résidents de la commune	6.46	6.59
pour les résidents hors commune	8.62	8.79

Inscription familiale (quelque soit le nombre de personne composant le foyer)		
pour les résidents de la commune	9,70	9,89
pour les résidents hors commune	11.85	12.09

Gratuit pour les demandeurs d'emploi et les bénéficiaires du RMI (sur justificatifs)

B) Inscription des résidents temporaires (1 mois maxi) :	3,24	3,30
avec Caution de	17.23	17.57

C) Inscriptions collectives :

Commune

Gratuit pour les associations et structures communales suivantes : la Halte-garderie, les scolaires, la Maison des Enfants, le Foyer logement, le Foyer des Jeunes, la Maison de retraite, le Centre de Loisirs.

Pour les autres structures ou associations communales, tarif **hors commune**

Pour les associations et collectivités tarif identique à celui des résidents hors commune et suivants les mêmes conditions

D) Photocopies

1) A4	0,18	0,18
2) A3	0,36	0,37

Les photocopies ne pourront concerner que des documents détenus par la bibliothèque municipale et non des documents privés et sont destinées aux personnes dans le cadre de devoirs scolaires, d'études ou de recherches personnelles.

K) CAMPING MUNICIPAL DU VIEUX-CHATEL

Tarifs par nuitée :

2007 2008

Tarif adulte	2,69	2.74
--------------	------	-------------

Tarif enfant	1,65	1,68
--------------	------	-------------

Tarif emplacements

Tente	1,65	1,68
Caravane	1,90	1,94
Voiture	1,65	1,68
Moto	0,95	0,97
Camping Car	2,14	2,18
Branchement électrique	1,93	1,97
Garage Mort	1,93	1,97
Tarif groupe	9.53	9.72

Tarif jeton machine à laver (lessive comprise)	3.69	3.76
---	------	-------------

Tarif jeton borne vidange camping car	2,00	2.00
--	------	-------------

Le tarif « groupe » (prix par emplacement et par nuitée ne pourra être accordé qu'à la condition que la demande concerne au minimum 10 emplacements simultanés)

Toute réservation faite pour le camping sera assortie du versement d'arrhes correspondant à 10 % du coût du séjour prévu. Les arrhes seront versés par chèque lors de la demande de réservation qui sera transmis au Trésor Public pour encaissement. En cas d'abandon de la réservation, les arrhes resteront acquis à la ville.

Tout emplacement réservé et non occupé dans les 48 heures de la date fixée sera réputé libre et réutilisé.

Location salle du camping (en dehors de la période d'ouverture)

Mise à disposition gracieuse aux associations combourgeoises, pour usage de réunion exclusivement

Cette salle pourra être louée à des associations extérieures à la ville de Combourg, sous réserve des disponibilités, les associations combourgeoises étant prioritaires,

Tarif unique de location aux associations extérieures à Combourg	61,58	62.81
--	-------	--------------

L) REPAS DU PERSONNEL

	2007	2008
Repas pris par le personnel au restaurant scolaire	3,62	3,71 (+2.5%)

M) PARTICIPATION AIRES DE STATIONNEMENT

La participation représentative d'aires de stationnement prévue par l'article L.421-3 du Code de l'urbanisme mis en place en septembre 1991 (cf délibération 91-67) sera indexée sur l'indice INSEE du coût de la construction au 1^{er} janvier de chaque année en fonction du dernier indice connu à cette date (2^{ème} trimestre).

2007	2008
------	------

3318	3484
------	------

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** l'ensemble de ces tarifs qui prendront **effet au 1^{er} Janvier 2008**.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-167) RECEVEUR MUNICIPAL – INDEMNITES DE CONSEIL ET DE CONFECTION DU BUDGET

Rapporteur : M Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

M. HAMELIN rappelle au Conseil Municipal qu'en vertu de l'article 97 de la loi n° 82-213 modifiée relative aux droits et libertés des communes, Départements et Régions, du Décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les Collectivités Territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat et de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 publié au J.O. du 17 décembre 1983 fixant les conditions de l'attribution de l'indemnité de conseil aux receveurs des Communes et des établissements publics locaux, le Conseil doit prendre une délibération demandant le concours de Receveur Municipal et fixer l'indemnité de celui-ci.

La Ville de Combourg sollicite chaque année le concours du Receveur Municipal et lui verse cette indemnité pour ses prestations en matière budgétaire, économique, financière et comptable.

L'indemnité de « Conseil » sollicitée par M. LAISNEY Jean-François, Receveur Municipal, Trésorier de Combourg est calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 et s'élève à 876.34 € pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007.

D'autre part, le Receveur Municipal sollicite l'attribution de l'indemnité de confection de budget d'un montant de 45,73 €. Ce forfait est fixé par une loi parue au journal officiel du 14 janvier 1991 et qui s'applique aux communes qui emploient un secrétaire de mairie à temps complet.

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal de confirmer cette demande de concours du Receveur Municipal pour l'année à venir et de lui verser au titre de l'année en cours, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007, l'indemnité de Conseil au taux maximum et qui s'élève à 876.34 € brut ainsi que l'indemnité de confection du budget d'un montant de 45,73 € brut.

Ces indemnités sont soumises au 1% de solidarité, à la CSG (Contribution Sociale Généralisée) et au RDS (Remboursement de la Dette Sociale).

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Au Registre sont les signatures.
Pour copie conforme,
Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-168) LOTISSEMENT CITE RAHUEL – AVENANT – SOLDE DE L'ENTREPRISE ECTP

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} adjoint

M. HAMELIN expose au Conseil Municipal que les travaux de l'entreprise E.C.T.P. (lot n° 2 Assainissement) concernant les travaux du Lotissement de la Cité Rahuel sont achevés depuis le 30 août 2007. Le marché initial prévoyait une fin de travaux au 6 juin 2005. Dans la mesure où la ville de Combourg a décidé de mettre en place les grilles d'Eaux Pluviales en période de travaux de 2^{ème} phase, la fin des travaux d'assainissement n'a pu avoir lieu qu'au mois d'août 2007.

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal d'exonérer l'entreprise E.C.T.P. des pénalités de retard prévues au marché.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-169) LOTISSEMENT CITE RAHUEL – AVENANT – SOLDE DE L'ENTREPRISE FORCLUM

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} adjoint

M. HAMELIN expose au Conseil Municipal que les travaux de l'entreprise FORCLUM (lot n° 3 – Réseaux - Desserte Télécommunication) concernant les travaux du Lotissement de la Cité Rahuel sont achevés depuis le 30 octobre 2007. Le marché initial prévoyait une fin de travaux au 24 juin 2005. Dans la mesure où la ville de Combours a décidé de prolonger le délai de réalisation des travaux de télécommunication jusqu'au 30 octobre 2007 afin de réaliser un effacement de réseau complémentaire dans la voirie du lotissement, l'achèvement des travaux a été différé.

M. HAMELIN expose au Conseil Municipal d'exonérer l'entreprise FORCLUM des pénalités de retard prévues au marché.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-170) TRAVAUX RESTAURATION SCOLAIRE – AVENANT

Rapporteur : M Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de la restauration scolaire du site des Cytises et du Linon, l'entreprise GAUTIER, titulaire du lot n° 4 –Couverture Ardoise, a présenté un avenant en plus-value d'un montant de 1 047.18 € H.T. mentionnant :

- Des travaux de reprise de chevronnage sur bâtiment conservé

Le montant du marché initial de 46 333,16 € H.T., soit 55 414,46 € T.T.C., se trouve porté à la somme de 47 380,34 € H.T soit 56 666,89 € T.T.C. représentant une augmentation de 2.26 % du marché initial.

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, M. LE BESCO propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer l'avenant de l'entreprise GAUTIER de Combourg.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-171) TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA PLACE DU LINON - DECISION MODIFICATIVE

Rapporteur : M Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que le montant réel des travaux d'aménagement de la place du Linon est supérieur à l'estimation faite au moment de l'élaboration du budget 2007.

Il propose au Conseil Municipal de voter les crédits nécessaires afin de régler le marché d'aménagement de la Place du linon, en prélevant la somme de 85 000 € sur le compte 2313 opération 35 (Travaux de la salle omnisport) de la section d'investissement afin d'alimenter le compte 2313 opération 701 (aménagement de la Place du Linon). Le montant du crédit dégagé prend également en compte tous les frais annexes et l'indexation du marché.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 3 voix contre, 1 abstention et 21 voix pour (dont 4 pouvoirs), ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-172) PARTICIPATION COMMUNALE POUR LA PERENNISATION DE L'EMPLOI D'ANIMATEUR SPORTIF DU CLUB DE TENNIS LE CHATEL COMBOURG – SAINT PIERRE DE PLESGUEN.

Rapporteur : M Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN présente au Conseil Municipal la demande de participation communale dans le cadre de la pérennisation de l'emploi d'animateur sportif du Club de tennis le Châtel Combours –Saint Pierre de Plesguen.

- Le club prend à sa charge 50 % du salaire (charges comprises).
- Le Conseil Général participera à hauteur de 33% du salaire (charges comprises) puis 30% l'année suivante (dégressivité de 3 points chaque année pendant 11 ans)
- Les Communes de Combours et de Saint Pierre de Plesguen participeront aux 17% restant, au prorata du nombre d'habitants.

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal de donner un accord de principe, à compter de l'année 2008, sur une participation annuelle représentant 17 % du salaire annuel chargé au prorata du nombre d'habitants entre les communes de Combours et de Saint Pierre de Plesguen (A titre d'information, la participation 2008 de Combours sera de l'ordre de 2 500 €).

Le Club devra pour sa part compenser les fluctuations dues au versement dégressif du Conseil général à compter de l'année 2009.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-173) SERVICE DE FOURRIERE POUR ANIMAUX ERRANTS

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle que, par délibération n° 04-156 en date du 13 décembre 2004, le Conseil Municipal avait décidé de passer une convention avec l'Association « les Amis des Bêtes » de Romagné pour la gestion des animaux errants récupérés sur le territoire communal.

Cette convention arrive à échéance le 31 décembre 2007 et il convient à nouveau de déléguer un chenil pour assurer la continuité de ce service.

Trois prestataires ont été sollicités et ont fait parvenir leur offre.

Ces offres ont été étudiées lors de la réunion de la commission Finances qui a eu lieu le 5 Décembre 2007. La commission a proposé de retenir l'association « les Amis des Bêtes » de Romagné avec un tarif fixé à 0,28 € TTC par habitant pour une année complète.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de retenir l'Association « Les Amis des Bêtes » de Romagné avec un tarif fixé à 0,28 € TTC par habitant pour une année complète
- d'autoriser le Maire à signer la convention à intervenir pour une durée de 3 ans (du 1^{er} janvier 2008 au 30 décembre 2010).

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-174) DEMANDE DE REGULARISATION FONCIERE AU LIEU-DIT « BRANCOUAL »

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle que, par délibération n° 07.149 en date du 29 octobre 2007, le Conseil Municipal a décidé le principe de la régularisation foncière de l'emprise de la route à vocation publique, traversant la parcelle de Monsieur et Madame HAQUIN et située au lieu-dit « Brancoual ».

Afin de mener à bien ce dossier, M. LEBRET propose au Conseil Municipal de mentionner que ce dossier fera l'objet d'une enquête publique afin de pouvoir classer cette portion de voirie en voie communale et de préciser que cette vente, si elle se réalise, aura lieu conformément aux dispositions prises par le Conseil Municipal dans sa délibération n° 01.90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.80 € HT du m² et frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur).

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-175) REPARTITION DU PRODUIT DES RECETTES DES AMENDES DE POLICE – DOTATION 2007 – PROGRAMME 2008

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que le Président du Conseil Général a sollicité les communes en vue de recueillir les propositions de travaux pouvant être retenues au titre de la répartition des recettes des amendes de police.

Les opérations susceptibles d'être éligibles sont, par ordre de priorité :

9. Aires d'arrêt de bus en agglomération et sur voies communales, hors agglomération.
10. Plans de circulation (étude et travaux).
11. Parc de stationnement avec emplacements réservés aux handicapés selon législation en vigueur.
12. Feux de signalisation.
13. Signalisation horizontale (passages piétons).
14. Aménagement de sécurité (passages surbaissés pour handicapés, barrières de sécurité).
15. Aménagements piétonniers protégés le long des voies communales en et hors agglomération.
16. Pistes cyclables protégées le long des voies communales en et hors agglomération.

Ces opérations seront aidées à hauteur de 20% du montant hors taxes des travaux correspondants modulé du taux voirie 2007 avec un plafond de subvention de 5 350 €.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- d'adopter le programme d'investissement suivant :
 - Centre Ville - Signalisation horizontale.
 - Centre Ville - Aménagement de sécurité.
 - Parking du Linon – Aménagements piétonniers.
 - Parking du Linon – Aménagement de sécurité.
- de solliciter l'attribution de la subvention correspondante auprès du Conseil Général.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-176) INSTALLATIONS CLASSEES – ENQUETE PUBLIQUE – DOSSIER « GAEC GLORY » - LA CHAUVAIS - MEILLAC

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, par arrêté en date du 14 Novembre 2007, Monsieur le Préfet de la Région Bretagne, Préfet d'Ille et Vilaine a prescrit une enquête publique sur le projet présenté par le GAEC GLORY en vue d'agrandir un élevage laitier, allaitant et bovins viande avec l'installation d'un jeune agriculteur à La Chauvais en MEILLAC.

Conformément à l'article 8 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment par le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 relatif aux installations classées, le Conseil Municipal de COMBOURG est invité à donner son avis sur cette autorisation.

L'enquête publique se déroule du 17 Décembre 2007 au 19 Janvier 2008. L'avis du Conseil Municipal doit être exprimé au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

La commission des affaires agricoles a examiné ce dossier lors de sa réunion du 5 Décembre 2007 et a observé que les terrains proposés ne sont pas situés dans des zones protégées.

Considérant que cet élevage n'est pas situé dans la commune, M. LEBRET propose que ce dossier soit présenté au Conseil Municipal à titre d'information sans émettre d'avis.

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-177) POLE PETITE ENFANCE– ETUDE DE FAISABILITE POUR UNE STRUCTURE MULTI-ACCUEIL

Rapporteur : Mme Monique DAUCE

Madame DAUCE informe le Conseil Municipal que la commune de Combours a vu sa population augmenter de manière significative ces dernières années. Parmi ces nouveaux habitants, beaucoup de familles sont à la recherche d'un mode de garde pour leurs jeunes enfants. Pour la plupart dépourvues des réseaux sociaux et familiaux de proximité qui souvent permettent de trouver un mode de garde, celles-ci se tournent vers la commune pour formuler leur demande. Ainsi les services de la mairie, de la halte-garderie, ou bien encore des élus, sont-ils fréquemment sollicités sur cette question.

La présence de nombreuses assistantes maternelles sur le territoire de la commune ne peut satisfaire la quantité et la variété de la demande. La structure petite enfance municipale actuelle est une halte-garderie, qui rend un service essentiel aux familles, mais dont le fonctionnement, avec seize heures d'accueil hebdomadaire maximum, ne peut être associé à un mode de garde.

Au vu de ces éléments, la municipalité de Combours, dans le cadre de sa politique de l'enfance (mise en place de nouvelles cantines, C.L.S.H., etc.), a engagé une réflexion sur ce point et a entrepris de nombreuses démarches : visites de structures multi-accueils par un groupe d'élus et de techniciens de la mairie en été et à l'automne 2007, rencontre fin octobre d'un collectif d'assistantes maternelles, prise de contacts avec des entreprises locales, discussions enfin avec les services du Conseil Général et de la Caisse d'Allocations Familiales.

L'ensemble de ces démarches a montré la nécessité de procéder à une étude de faisabilité du projet, laquelle devra proposer un scénario d'organisation fonctionnelle et financière, sur la base d'une analyse de l'offre existante et des besoins recensés.

Madame DAUCE propose donc au Conseil Municipal d'autoriser le maire à lancer une consultation pour la réalisation d'une étude de faisabilité d'une structure multi-accueil, et ainsi d'engager le projet.

Entendu l'exposé de Mme DAUCE, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-178) BIBLIOTHEQUE – DEMANDE DE SUBVENTION

Rapporteur : Mme Monique ROBINAULT, Adjointe

Mme ROBINAULT informe le Conseil Municipal que, par courrier du 12 octobre 2007, la Communauté de Communes de la Bretagne Romantique a fait savoir que le Conseil Général D'Ille et Vilaine tenait à connaître les dépenses en documents audio, livres et périodiques de la bibliothèque de Combours pour les années 2006 et 2007.

La commune de Combours a investi 2,08 euros par habitant pour l'année 2006, 1,97 euro par habitant pour l'année 2007, ce qui satisfait largement aux conditions d'éligibilité de la subvention du Conseil Général qui prévoit un investissement de 0,75 euros par habitant.

Mme ROBINAULT propose au Conseil Municipal de solliciter l'attribution d'une subvention liée aux achats de documents en 2006 et 2007 (livres, documents audio et périodiques) pour la bibliothèque auprès :

- du Conseil Général d'Ille et Vilaine
- de la Communauté de Commune Bretagne Romantique.

Entendu l'exposé de Mme ROBINAULT et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-179) MARCHE SALLE OMNISPORTS – APPEL D'OFFRES OUVERT

Rapporteur : M. André BADIGNON

Monsieur BADIGNON rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 07.100 en date du 10 juillet 2007, le Conseil Municipal a été informé de la déclaration infructueuse du marché passé selon la procédure adaptée concernant le réaménagement de la salle omnisports, ainsi que de la prochaine relance de l'appel d'offres selon une procédure formalisée.

Le C.C.T.P. concernant les travaux à entreprendre pour cette opération, sera présenté au Conseil Municipal.

Compte tenu du montant de l'estimation des travaux, 226 000 € HT (supérieur à 210 000 € HT), la procédure de dévolution du marché à retenir est celle de l'appel d'offres ouvert.

Monsieur BADIGNON propose au Conseil Municipal de donner pouvoir au Maire pour lancer la consultation selon la procédure d'appel d'offres ouvert et signer toutes les pièces du marché s'y rapportant.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2007

07-180) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 02.07 en date du 4 février 2002, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 07.178 T en date du 14 septembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelles AE n° 650 et 651 sises « 28, avenue de la Libération » (**DIA n° 36**) et supportant un appartement et deux parkings
- Arrêté n° 07.194 T en date du 22 octobre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle E n° 1040 sise « 14, rue Beausoleil » (**DIA n° 39**) et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 07.195 T en date du 22 octobre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelles AE n° 65, 73, 490 et 491 sises « 49, avenue de la Libération » (**DIA n° 40**) et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 07.196 T en date du 22 octobre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AL n° 150 sise « 14, rue Chateaubriand » (**DIA n° 41**) et supportant un bâtiment à rénover sur 3 niveaux avec vitrine en façade
- Arrêté n° 07.202 T en date du 2 novembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelles AD n° 371 et 375 sises « 38, avenue Gautier Père et Fils » (**DIA n° 42**) et supportant des bâtiments à usage de bureaux et d'activités.
- Arrêté n° 07.203 T en date du 2 novembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AD n° 372 sises « 38, avenue Gautier Père et Fils » (**DIA n° 43**) terrain nu.
- Arrêté n° 07.204 T en date du 2 novembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :

- Parcelle AH n° 471 sises au lieu-dit « Les Rivières » (**DIA n° 44**) terrain nu.
- Arrêté n° 07.205 T en date du 2 novembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AE n° 495 sise « 49, avenue de la Libération » (**DIA n° 45**) terrain nu.
- Arrêté n° 07.208 T en date du 12 novembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AH n° 21p sise au lieu-dit « Les Rivières » (**DIA n° 46**) et supportant un terrain à usage agricole.
- Arrêté n° 07.210 T en date du 19 novembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AK n° 165p sise au lieu-dit « La Croix Briand » (**DIA n° 47**) et supportant un terrain à bâtir.
- Arrêté n° 07.211 T en date du 19 novembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AK n° 165 sise au lieu-dit « La Croix Briand » (**DIA n° 48**) et supportant un terrain à bâtir.
- Arrêté n° 07.226 T en date du 3 décembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AE n° 0660 sise « 6, allée des Primevères » (**DIA n° 49**) et supportant un terrain à bâtir.
- Arrêté n° 07.227 T en date du 3 décembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AD n° 226, 235 et 512 sises « 2, rue des Champs » (**DIA n° 50**) et supportant une maison d'habitation.
- Arrêté n° 07.228 T en date du 3 décembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AH n° 447 sise « rue Jules Corvaisier » (**DIA n° 51**) et supportant une maison d'habitation

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Au Registre sont les signatures.
Pour copie conforme,
Le Maire,

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 00.

CONSEIL MUNICIPAL

DU LUNDI 17 DECEMBRE 2007

A 20 H 00

DELIBERATIONS

- 07-157) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 07-158) Schéma directeur de restructuration des réseaux eaux usées et eaux pluviales
- 07-159) Création d'un poste de technicien supérieur
- 07-160) Création d'un poste d'adjoint administratif 2^e classe
- 07-161) Etude agricole – Convention SAFER
- 07-162) Modification du zonage d'assainissement – Enquête publique
- 07-163) Adhésion de la Commune au Syndicat Mixte pour le SAGE Rance - Frémur – Baie de la Beaussais en qualité de producteur d'eau
- 07-164) Adhésion de la Commune au Syndicat Mixte pour le SAGE Rance - Frémur – Baie de la Beaussais en qualité d'adhérent au S.P.I.R.
- 07-165) Adhésion de la Commune au Syndicat Mixte pour le SAGE Rance - Frémur – Baie de la Beaussais en qualité d'adhérent au S.I.B.L.
- 07-166) Tarifs municipaux – Année 2008
- 07-167) Receveur municipal – Indemnités de conseil et de confection du budget
- 07-168) Lotissement Cité Rahuel – Avenant – Solde de l'entreprise E.C.T.P.
- 07-169) Lotissement Cité Rahuel - Avenant – Solde de l'entreprise FORCLUM
- 07-170) Travaux restauration scolaire – Avenant
- 07-171) Travaux d'aménagement de la Place du Linon – Décision modificative
- 07-172) Participation communale pour la pérennisation de l'emploi d'animateur sportif du club de Tennis Le Châtel Combours – Saint Pierre de Plesguen
- 07-173) Service de fourrière pour animaux errants
- 07-174) Demande de régularisation foncière au lieu-dit « Brancoual »
- 07-175) Répartition du produit des amendes de police – Dotation 2007 – Programme 2008
- 07-176) Installations classées – Enquête publique – Dossier « GAEC GLORY » - MEILLAC
- 07-177) Pôle Petite Enfance – Etude de faisabilité pour une structure multi-accueil
- 07-178) Bibliothèque – Demande de subvention
- 07-179) Marché salle omnisports – Appel d'offres ouvert
- 07-180) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales